

COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

RAPPORT FINANCIER

2023

RAPPORT ANNUEL AUX
GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES
SUR LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES



Le présent rapport est présenté en français et en anglais.

Il n'en demeure pas moins que la version officielle est celle en langue française.

ISSN 1016-6211

LISTE DES MEMBRES
DU
COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

AU 31 MAI 2024

Président

1. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Afrique du Sud.

Secrétaire

2. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Japon.

Membres

3. V.G. ACHANTA, CSIR National Physical Laboratory of India (NPLI), Inde.
4. V. COLEMAN, National Measurement Institute, Australia (NMIA), Australie.
5. D. DEL CAMPO MALDONADO, Centro Español de Metrología (CEM), Espagne.
6. C. DENZ, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Allemagne.
7. N. DIMARCQ, Université Côte d'Azur, France.
8. H.A. FRØYSTEIN, Justervesenet, Norvège.
9. J.T. JANSSEN, National Physical Laboratory (NPL), Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord.
10. H. LAIZ, Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), Argentine.
11. G. MACDONALD, Conseil national de recherches Canada (CNRC), Canada.
12. J. OLTHOFF, National Institute of Standards and Technology (NIST), États-Unis d'Amérique.
Vice-président.
13. S.-R. PARK, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), République de Corée.
14. J. QU, National Institute of Metrology (NIM), Chine.
15. M.L. RASTELLO, National Institute of Metrological Research (INRIM), Italie.
16. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Suisse. *Vice-président.*
17. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium (VSL), Pays-Bas.
18. G.P. RIPPER, Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade et Tecnologia (INMETRO), Brésil.

**Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes
sur la situation administrative et financière
du Bureau international des poids et mesures
en 2023**

1. — Avant-propos
2. — États financiers du BIPM 2023
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière
 - État de la performance financière
 - État de variation de l'actif net
 - Tableau de flux de trésorerie
 - Notes relatives aux états financiers
 - Note 1 Informations générales
 - Note 2 Principales règles comptables
 - Note 3 Immobilisations incorporelles et corporelles
 - Note 4 Stocks et travaux en cours
 - Note 5 Contributions des États Membres
 - Note 6 Souscriptions des États et Entités économiques associées
 - Note 7 Autres créances
 - Note 8 Actifs financiers
 - Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie
 - Note 10 Avantages du personnel
 - Note 11 Autres créditeurs courants
 - Note 12 Autres produits
 - Note 13 Services généraux
 - Note 14 Autres charges opérationnelles
 - Note 15 Dettes fournisseurs courantes
 - Note 16 Maintenance des bâtiments
 - Exécution du budget 2023
3. — Contributions payées en 2023
4. — Contributions restant dues au 31 décembre 2023
5. — Souscriptions payées en 2023
6. — Souscriptions restant dues au 31 décembre 2023
7. — Budget pour 2024
8. — Tableau de répartition de la dotation pour 2024
9. — Tableau des souscriptions des États et Entités économiques associés à la Conférence générale pour 2024
10. — États financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM 2023
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière

État de la performance financière

État de variation de l'actif net

Tableau de flux de trésorerie

Notes relatives aux états financiers

Note 1	Informations générales
Note 2	Adoption des nouvelles règles comptables
Note 3	Principales règles comptables
Note 4	Estimations et jugements
Note 5	Contributions des États Membres
Note 6	Cotisations des membres du personnel du BIPM
Note 7	Pensions
Note 8	Provision pour pensions
Note 9	Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements
Note 10	Autres créances
Note 11	Autres dettes
Note 12	Autres produits opérationnels
Note 13	Autres charges opérationnelles

11. — Liste des sigles utilisés dans le présent volume

1. — AVANT-PROPOS

Dans le présent avant-propos du Rapport financier de 2023, j'ai le plaisir d'annoncer que les produits provenant des contributions des États Membres et des souscriptions des États et Entités économiques Associés sont conformes aux prévisions.

Fin 2023, on comptait 64 États Parties à la Convention du Mètre et 36 États et Entités économiques Associés à la CGPM (ces nombres restent identiques à ceux de 2022).

Les résultats présentés dans ce rapport témoignent de la bonne gestion financière et des contrôles efficaces permettant d'équilibrer les produits et les dépenses. On note une augmentation de 1 % de l'ensemble des sources de revenus qui s'explique par l'augmentation approuvée de 1 % de la dotation et par des recettes provenant des dons visant à soutenir certains projets spécifiques de renforcement des capacités ainsi que la base de données du JCTLM. Les dépenses ont fait l'objet d'un contrôle rigoureux et, comme ces dernières années, ont été inférieures au budget approuvé :

- les charges de personnel ont augmenté en raison de la décision du CIPM d'augmenter les salaires et allocations de 4,5 % ;
- l'indemnité de subsistance versée au personnel détaché a augmenté car le programme de détachements a repris une fois les restrictions de voyage levées ;
- les dépenses de fonctionnement des laboratoires se sont élevées à 842 milliers d'euros (894 milliers d'euros en 2022), cette augmentation étant due en grande partie à l'augmentation des frais de location de logiciels ;
- les frais de réunions ont été inférieurs à ceux engagés en 2022 (car aucune réunion majeure n'a été organisée en dehors du BIPM en 2023, comme cela avait été le cas en 2022 avec la CGPM) ;
- les charges d'électricité ont augmenté de 42 % pour atteindre 423 milliers d'euros en raison l'augmentation des prix de gros de l'énergie : des actions ont été mises en place afin de réduire la consommation d'électricité, notamment en réduisant la température de base de tous les bureaux ;
- les dépenses d'investissement ont été conformes au budget approuvé et comprenaient notamment l'achèvement du projet d'installation de fenêtres à haut rendement énergétique dans le bâtiment Marie Curie et la rénovation de la façade du Pavillon de Breteuil (voir Note 3).

Nous présentons dans ce rapport l'indicateur financier EBITDA (*Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization* – résultat avant intérêt, impôts et amortissement) qui mesure la performance opérationnelle avant prise en compte des activités d'investissement. L'EBITDA en 2023 est de -980 milliers d'euros (-726 milliers d'euros fin 2022) : cela ne reflète pas le niveau de trésorerie provenant des activités opérationnelles car, en octobre 2023, le CIPM a décidé de réaliser un troisième transfert de 3 000 milliers d'euros des réserves à la Caisse de retraite. Cette transaction se traduit nécessairement par une réduction du résultat net pour l'exercice concerné, du flux de trésorerie généré et des réserves à la fin de l'année :

- le résultat net pour l'exercice concerné, en tenant compte de l'ensemble des transactions financières, se solde par un déficit de 5 226 milliers d'euros (profit de 3 157 milliers d'euros en 2022). On constate une augmentation de la provision calculée pour assurance-maladie de 2 822 milliers d'euros (comparée à une diminution de 5 311 milliers d'euros en 2022). (Il est à rappeler que cette charge enregistrée dans le compte de résultat est requise chaque année pour la variation annuelle de cette provision bien qu'elle représente seulement un passif qui n'est pas réalisé tant que le BIPM poursuit ses activités). Les charges au titre de l'amortissement se sont élevées à 1 418 milliers d'euros en 2023 (1 418 milliers d'euros en 2022) ;
- le solde de trésorerie provenant des activités opérationnelles a été de -1 570 milliers d'euros (contre -1 173 milliers d'euros en 2022) ;

– les réserves ont diminué pour atteindre 15 861 milliers d’euros (18 147 milliers d’euros en 2022). Le fonds de réserves (maintenu à 50 % du montant total de la dotation de l’exercice à venir) s’élève à 6 581 milliers d’euros (6 365 milliers d’euros en 2022). Après déduction des paiements reçus en avance et des sommes devant être réglées (voir Note 9), les fonds non réservés restants s’élèvent à 6 170 milliers d’euros (8 629 milliers d’euros en 2022). Le total des actifs a diminué pour atteindre 28 353 milliers d’euros (29 139 milliers d’euros en 2022) en raison du niveau réduit d’investissement lors de la deuxième moitié du programme de travail.

Les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont également inclus au présent rapport. La décision du CIPM de transférer 3 000 milliers d’euros des réserves du BIPM à la Caisse a permis d’augmenter la valeur des actifs qui s’élève à 27 886 milliers d’euros (23 684 milliers d’euros en 2022). La stratégie d’investissement des actifs est poursuivie conformément aux conseils d’experts indépendants. Les passifs estimés ont augmenté pour atteindre 111 millions d’euros (92 millions d’euros en 2022), ce qui est dû à une diminution du taux d’actualisation qui reflète les conditions du marché, de 3,77 % (en 2022) à 3,17 %.

Les pensions servies s’élèvent à 3 186 milliers d’euros (2 961 milliers d’euros en 2022). Les cotisations du personnel ont augmenté de 811 milliers d’euros en 2022 à 876 milliers d’euros.

La Commission consultative sur la Caisse de retraite du BIPM (CCCR) a annoncé qu’elle fera réaliser une étude actuarielle complète de la Caisse au cours de l’année 2023.

2. — ÉTATS FINANCIERS BIPM 2023

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Bureau International des Poids et Mesures

Pavillon de Breteuil – F-92312 Sèvres Cedex

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2023

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs les membres du Bureau International des poids et Mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Directeur du Bureau international des poids et mesures (BIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du BIPM, ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que les notes d'annexes qui s'y rattachent, et
- l'exécution du budget.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du Directeur du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).



Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du BIPM au 31 décembre 2023, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net, des flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Paris La Défense, le 30 mai 2024

KPMG SA

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'BGRITON', written over a horizontal line.

Baudouin GRITON

Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Actifs non courants			
Bâtiments	3	18 211	18 234
Équipements scientifiques et techniques	3	8 422	8 924
Immobilisations incorporelles	3	716	897
Autres immobilisations	3	1 028	1 084
Contributions des États Membres	5	1 086	1 196
Actifs financiers non courants	8	37	30
Actifs non courants		29 500	30 365
Actifs courants			
Stocks et travaux en cours	4	274	289
Contributions des États Membres	5	2 180	1 826
Souscriptions des Associés	6	105	(35)
Autres créances	7	538	501
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	15 861	18 147
Actifs courants		18 958	20 150
Total Actifs		48 458	50 515
Actif net			
Résultat de l'exercice		(5 226)	3 157
Variation de juste valeur	9	(4)	(50)
Autres réserves		36 627	33 470
Actif net		31 397	36 577
Passifs non courants			
Avantages du personnel non courants	10	14 495	11 898
Sommes supplémentaires des États Membres	5	216	161
Passifs non courants		14 711	12 059
Passifs courants			
Avantages du personnel courants	10	357	345
Dettes fournisseurs courantes	15	396	570
Autres créditeurs courants	11	1 597	964
Passifs courants		2 350	1 879
Total Passifs		17 061	13 938

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2023	2022
Produits opérationnels			
Contributions	5	13 026	12 897
Souscriptions	6	906	867
Autres produits	12	442	466
Total des produits opérationnels		14 373	14 230
Charges opérationnelles			
Personnel	10	6 946	6 261
Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite	10	2 822	(5 311)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	10	5 750	5 650
Services généraux	13	1 096	1 123
Dépenses de fonctionnement de laboratoire		842	894
Maintenance des bâtiments	16	540	498
Autres charges opérationnelles	14	179	530
Réévaluation des actifs CGPM Résolution 5	5	0	0
Total des charges opérationnelles		18 175	9 645
EBITDA		(3 802)	4 585
EBITDA corrigé de la variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite et réévaluation d'actifs			
		(980)	(726)
Amortissements et provisions	3	(1 418)	(1 418)
Résultat des activités opérationnelles		(5 220)	3 167
Charges financières		6	10
Résultat des activités ordinaires		(5 226)	3 157
Résultat de l'exercice		(5 226)	3 157

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	195	(127)	36 046
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(195)		195
Variation de juste valeur		(80)	
Résultat de l'exercice	(5 877)		
Solde au 31 décembre 2014	(5 877)	(207)	36 241
Affectation du résultat de l'exercice précédent	5 877		(5 877)
Variation de juste valeur		209	
Variation des autres réserves sur la période			(392)
Résultat de l'exercice	764		
Solde au 31 décembre 2015	764	2	29 970
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(764)		764
Variation de juste valeur		(12)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	551		
Solde au 31 décembre 2016	551	(10)	30 734
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(551)		551
Variation de juste valeur		(27)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	157		
Solde au 31 décembre 2017	157	(37)	31 285
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(157)		157
Variation de juste valeur		(1)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	901		
Solde au 31 décembre 2018	901	(38)	31 442
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(901)		901
Variation de juste valeur		(7)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	(1 420)		
Solde au 31 décembre 2019	(1 420)	(45)	32 343
Affectation du résultat de l'exercice précédent	1 420		(1 420)
Variation de juste valeur		(14)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	82		
Solde au 31 décembre 2020	82	(59)	30 923
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(82)		82
Variation de juste valeur		10	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	1 085		
Solde au 31 décembre 2021	1 085	(49)	31 005
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(1 085)		1 085
Variation de juste valeur		(1)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	3 157		
Solde au 31 décembre 2022	3 157	(50)	32 090
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(3 157)		3 157
Variation de juste valeur		46	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	5 226		
Solde au 31 décembre 2023	5 226	(4)	35 247

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2023	2022
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions		12 786	12 008
Souscriptions		833	1 222
Remboursement de TVA		423	510
Autres recettes		415	420
Personnel		(7 053)	(6 482)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM		(5 750)	(5 650)
Fournisseurs		(3 120)	(3 139)
Autres dépenses		(95)	(41)
Frais financiers		(9)	(21)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		(1 570)	(1 173)
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Achats d'immobilisations		(772)	(810)
Recettes de ventes d'immobilisations		0	0
Transfert d'actifs financiers		0	0
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(772)	(810)
Flux de trésorerie des activités de financement			
Total des flux de trésorerie des activités de financement		57	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		18 147	20 130
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	15 861	18 147

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La mission et le rôle du BIPM

Le Bureau international des poids et mesures (BIPM) est l'organisation intergouvernementale créée par la Convention du Mètre en 1875 ; ses États Membres, agissent en commun en ce qui concerne les sujets liés à la science des mesures et aux étalons de mesure.

La mission du BIPM est de travailler au niveau international avec les laboratoires nationaux de métrologie de ses États Membres, les organisations régionales de métrologie, ainsi que ses partenaires stratégiques, et de tirer parti de son statut d'organisation internationale et impartiale pour promouvoir et faire avancer la comparabilité mondiale des mesures pour :

- la découverte et l'innovation scientifique,
- la production industrielle et le commerce international,
- l'amélioration de la qualité de vie et la préservation de l'environnement.

Les objectifs du BIPM, tels que fixés dans la Résolution 3 adoptée par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) à sa 26^e réunion (2018), sont les suivants :

- représenter la communauté métrologique internationale afin d'en maximiser la reconnaissance et l'impact,
- être un centre de collaboration scientifique et technique entre les États Membres, leur permettant de développer des aptitudes pour les comparaisons internationales de mesure, sur le principe des frais partagés,
- coordonner le système mondial de mesure, en garantissant la comparabilité et la reconnaissance au niveau international des résultats de mesures.

La mission et les objectifs du BIPM sont étayés par son travail dans les domaines suivants :

- le renforcement des capacités, avec pour objectif de parvenir à un équilibre global des aptitudes métrologiques des États Membres,
- le transfert de connaissances, qui permet de garantir que le travail du BIPM a le plus grand impact possible.

Particularités en matière d'impôts et taxes

Conformément à l'Accord de siège conclu avec l'État français, le BIPM bénéficie d'un certain nombre de privilèges et immunités lui permettant d'accomplir sa mission ; il est en particulier exonéré de tout impôt direct.

Le BIPM supporte la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les conditions de droit commun en France. Toutefois, la TVA perçue par l'État français afférente aux achats d'une certaine importance effectués par le BIPM pour ses besoins officiels fait l'objet d'un remboursement par l'État français, sur la base d'un relevé trimestriel des factures payées.

Les importations effectuées dans le cadre du fonctionnement du BIPM sont exonérées du paiement des droits de douane et de la TVA.

Événements significatifs de l'exercice

L'année 2023 est marquée par le retour d'une inflation qui s'est accentuée tout au long de la période, dans un paysage géoéconomique déstabilisé.

Note 2 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'*International Public Sector Accounting Standards Board* (IPSASB), et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2023 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Les états financiers ont aussi été établis sur la base du coût historique, sauf pour la réévaluation de certaines immobilisations corporelles et pour certains instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les dispositions de la Convention du Mètre et de son Règlement annexé, les résolutions adoptées par la CGPM et les décisions du CIPM.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Comptabilisation des produits

La dotation comprend les parties fixe et complémentaire visées à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre. La dotation couvre les dépenses générales liées à la mission et aux activités fondamentales du BIPM qui présentent un intérêt commun pour tous les États Membres, y compris les dépenses de fonctionnement, d'investissement en équipement scientifique, de travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments, et celles relatives aux ressources humaines.

Contributions des États Membres

La dotation est répartie entre les États Membres conformément à l'article 20 du Règlement annexé à la Convention du Mètre et aux décisions adoptées par la CGPM au cours de ses 11^e, 16^e et 18^e réunions.

La contribution de chaque État Membre pour l'exercice financier, qui est notifiée aux États Membres dans la « *Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale* », est déterminée selon la méthode approuvée par la CGPM sur la base du *Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies* adopté par l'Organisation des Nations Unies en vigueur lors de l'établissement du tableau des parts contributives et pour la période mentionnée dans le *Barème*. Lorsque ce *Barème* n'est pas connu pour l'exercice financier en question, le *Barème* précédent est maintenu jusqu'à ce que le nouveau *Barème* soit disponible ; les contributions de l'exercice financier sont alors recalculées en utilisant le nouveau *Barème* et les ajustements nécessaires sont faits dans la *NOTIFICATION* suivante.

La contribution de chaque État Membre ne peut être inférieure à un minimum, ni supérieure à un maximum. Les montants maximum et minimum ont été fixés par la CGPM lors de sa 11^e réunion à 10 % et à 0,5 % de la dotation totale. Depuis la 16^e réunion de la CGPM, ces maximum et minimum sont réévalués au début de chaque quadriennium en les multipliant par un facteur $100/(100 + x)$, où « *x* » est égal à la somme des pourcentages de répartition des États Membres ayant adhéré à la Convention du Mètre au cours du précédent quadriennium.

L'établissement du tableau des parts contributives tient également compte de l'obligation des États Membres de verser des sommes supplémentaires destinées à corriger la partie de la dotation non réglée par les États Membres débiteurs dont les avantages et prérogatives sont suspendus. Si un État Membre précédemment débiteur verse ses arriérés de contributions, alors les avances faites par les autres États Membres leur sont restituées.

Les dispositions applicables sont les suivantes : article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre, Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM lors de sa 23^e réunion et Résolution 7 (2011) adoptée par la CGPM lors de sa 24^e réunion.

Les contributions restant dues des États Membres exclus constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion, un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion (voir note 6).

L'article 6, alinéas 6 à 8, du Règlement annexé à la Convention du Mètre prévoit un mécanisme de répartition de la contribution d'un État demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution. L'alinéa 7 dudit article prévoit également une suspension des avantages et prérogatives conférés audit État par l'adhésion à la Convention du Mètre.

L'alinéa 8 de l'article 6 du Règlement précise qu'après trois nouvelles années, l'État déficitaire est exclu, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du Règlement.

Contributions de nouveaux États Membres

En vertu de l'article 11 de la Convention du Mètre et de la décision prise par le CIPM lors de sa 49^e session, un État qui acquiert la qualité d'État Membre au cours d'un exercice financier doit verser une contribution d'entrée égale à sa première contribution annuelle et doit verser une contribution pour l'exercice financier conformément aux dispositions précisées ci-dessus.

Lorsqu'un État Associé adhère à la Convention du Mètre, sa contribution d'entrée est réduite d'un montant égal aux souscriptions qu'il a payées en qualité d'Associé pour un montant maximum correspondant à cinq ans de souscriptions, conformément à la Résolution 5 adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion.

Souscriptions des Associés

En vertu de la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion, les États et Économies Associés à la CGPM versent une souscription annuelle au BIPM, afin de couvrir le coût des services que le CIPM met à leur disposition.

Les souscriptions obligatoires de chaque État ayant acquis le statut d'Associé avant l'adoption de nouvelles dispositions votées par la CGPM en octobre 2011 lors de sa 24^e réunion (cf. Résolution 4 (2011)) sont déterminées sur la base de sa contribution aux Nations Unies, comme pour les États Membres, mais en appliquant un minimum égal à 0,05 % de la dotation annuelle du BIPM.

En vertu de la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion, pendant une période initiale de cinq ans suivant l'accession au statut d'Associé à la CGPM, les États Associés acquitteront une souscription annuelle déterminée à partir de leur contribution à l'Organisation des Nations Unies, comme pour les États Parties à la Convention du Mètre, avec un minimum égal à 0,1 % de la dotation annuelle du BIPM. Cette décision est applicable aux États Associés à la date de cette réunion (octobre 2011) pour le calcul de leur souscription à compter de l'exercice 2013. Après la période initiale de cinq ans susmentionnée, si le CIPM considère, sur le fondement des critères qu'il a adoptés, qu'il est approprié qu'un État Associé devienne État Partie à la Convention du Mètre, le montant de la souscription dudit Associé sera augmenté tous les ans progressivement et de manière irréversible afin d'atteindre, après cinq ans, un montant équivalent à 90 % de la contribution annuelle dont cet État devrait s'acquitter s'il était État Partie à la Convention du Mètre.

Cette augmentation progressive et irréversible est applicable depuis 1^{er} janvier de la deuxième année suivant la décision du CIPM d'encourager l'Associé à adhérer à la Convention du Mètre. L'examen de la situation des États

Associés par le CIPM en 2011 a été utilisé aux fins d'application de la Résolution 4 (2011), et la première augmentation des souscriptions a pris effet en 2013. Une telle augmentation n'est pas appliquée aux États Associés dont la souscription annuelle est déjà égale à la contribution dont ils devraient s'acquitter s'ils étaient États Parties à la Convention du Mètre. Tant qu'un État Associé ne remplit pas les critères susmentionnés pour être encouragé à adhérer à la Convention du Mètre, il continuera à bénéficier des avantages du statut d'Associé, tel que prévu par la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion (1999), ainsi que des services du BIPM que le CIPM a mis à sa disposition, et sa souscription demeurera déterminée comme durant la période initiale de cinq ans.

En octobre 2017, le CIPM a décidé (Décision CIPM/106-20), lorsqu'il considère s'il est approprié pour un État Associé à la CGPM d'être encouragé à accéder à la Convention du Mètre et devenir État Membre, de prendre en considération, en plus des critères qu'il avait précédemment adoptés, un pourcentage supérieur à 0,02 dans le « Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies ».

Lorsque cette décision a été prise, certains États dont le pourcentage était inférieur à 0,02 étaient déjà soumis au mécanisme d'augmentation progressive de leur souscription (six États Associés versaient une souscription augmentée et trois autres devaient voir leur souscription augmenter en 2018). Afin de remédier à cette situation, la Décision CIPM/106-21 a été prise :

« Le CIPM décide qu'un État Associé à la CGPM qui ne remplit pas les critères fixés dans la Décision CIPM/106-20, qui a déjà été encouragé à accéder à la Convention du Mètre et qui par conséquent paye une souscription qui a été augmentée, verra sa souscription réduite au montant minimum fixé pour un État Associé. La réduction entrera en vigueur en 2018 et ne sera pas rétroactive. »

Après la mise en œuvre des décisions CIPM/106-20 et CIPM/106-21, la liste actuelle des États Associés encouragés à accéder à la Convention du Mètre et versant une souscription augmentée compte sept États (l'Azerbaïdjan, la Lettonie, le Luxembourg, le Panama, le Pérou, les Philippines et le Viet Nam).

Un Associé qui n'a pas réglé sa souscription pendant trois années cesse d'être Associé ; il peut le redevenir en acquittant ces arriérés.

Produits d'intérêt

Les produits d'intérêt sont calculés prorata temporis, par référence au principal encours et au taux d'intérêt effectif applicable. Les autres produits, y compris les remboursements de frais par des tiers, sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis au BIPM selon les termes des contrats convenus, ou, en l'absence de contrats, lors de leur encaissement.

Contrats de location

Le BIPM n'a aucun contrat de location-financement.

Les loyers payables dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges linéairement sur la durée du bail correspondant, même si les paiements ne sont pas effectués sur cette base.

Devises

Les contributions des États Membres et les souscriptions des Associés sont payables en euros ou dans une devise convertible en euros. Si elles sont payées dans une devise convertible en euros, elles sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération, ce qui signifie que le BIPM n'est alors pas exposé au risque de change.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des éléments amortissables, tels que des bases de données, des logiciels et des sites web, ainsi que certains frais de développement qui répondent aux critères définis par IPSAS 31.

Les immobilisations incorporelles amortissables sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, généralement estimée à cinq ans pour les logiciels.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie finie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur. Elles sont soumises à un test de dépréciation annuel conformément à IPSAS 21, en utilisant le coût de remplacement amorti pour estimer leur valeur de service recouvrable.

Immobilisations corporelles

Bâtiments

Le BIPM a son siège dans le domaine du Pavillon de Breteuil, situé dans un parc de plus de quatre hectares au sein du Domaine national de Saint-Cloud, qui lui a été concédé par l'État français en 1875.

Trois des sept bâtiments de l'ensemble immobilier du BIPM constituent son patrimoine historique. Il s'agit :

- du Pavillon de Breteuil construit en 1672, rénové entièrement en 1875,
- du Petit Pavillon construit en 1672, rénové entièrement en 1875 et partiellement en 2007,
- de l'Observatoire construit en 1878.

Les quatre autres bâtiments, ainsi que le Nouvel Observatoire, constituent le patrimoine non historique du BIPM. Il s'agit :

- du Nouvel Observatoire construit en 1929,
- du bâtiment des rayonnements ionisants construit en 1964, rebaptisé le bâtiment Marie Curie,
- du bâtiment des lasers construit en 1984, rénové partiellement en 2011,
- du Nouveau Pavillon construit en 1988,
- du Pavillon du Mail construit en 2001.

Le BIPM dispose d'une « concession de jouissance » aux termes d'une convention signée le 4 octobre 1875 avec l'État français et amendée en 1930 et 1964, qui lui impose d'entretenir les actifs qui lui ont été concédés « pour tout le temps que fonctionnera » le BIPM. Le BIPM a le droit de faire construire de nouveaux bâtiments sur le site qui lui a été concédé. Si une décision de déménagement du siège du BIPM était prise, le BIPM devrait restituer ces bâtiments à l'État français. Aucune décision n'ayant été prise en ce sens, le BIPM considère donc qu'il peut utiliser ces bâtiments, et éventuellement en faire construire d'autres, pour les besoins de ses activités, en se comportant comme un propriétaire. Le BIPM a choisi de ne pas valoriser le terrain concédé dans ses états financiers.

Le BIPM comptabilise l'ensemble de ses bâtiments en immobilisations corporelles, considérant, conformément à IPSAS 17, qu'il s'agit bien d'actifs identifiables, contrôlés par le BIPM du fait d'événements passés et procurant des avantages économiques futurs ou un potentiel de service au BIPM.

Les bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon.

Les composants des bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon, en fonction de leur durée d'utilité, à savoir :

- structure de bâtiment : non amortie ;
- façade, ravalement, toiture : 30 ans ;
- chaufferie : 20 ans ;
- installations générales et techniques : 20 ans ;
- agencements, aménagements : 15 ans.

L'évaluation des bâtiments à la juste valeur a été effectuée au 1^{er} janvier 2009 par un expert indépendant afin d'établir la valeur initiale des bâtiments du BIPM à cette date.

Une réévaluation des bâtiments est effectuée par un expert indépendant tous les trente ans afin de s'assurer que l'évolution de la valeur du patrimoine du BIPM se reflète bien dans son État de la situation financière sur le long terme. La juste valeur retenue dans le cadre de l'évaluation des bâtiments du BIPM est le coût de remplacement amorti.

Équipements scientifiques

Le BIPM possède des équipements scientifiques lui permettant d'accomplir sa mission. Au sein de ces équipements, plusieurs composants sont identifiés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs, de 5 à 75 ans, ou indéfinie pour quelques étalons.

Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation, si nécessaire, sont comptabilisés sur une base prospective.

Le coût de remplacement d'un composant d'un équipement scientifique est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au BIPM et que son coût peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Les équipements scientifiques sont évalués au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, sauf pour les étalons non amortissables qui sont réévalués tous les douze ans.

Autres immobilisations

Les autres immobilisations du BIPM comportent des actifs historiques du BIPM, notamment des biens scientifiques historiques qui constituent une « mémoire » des équipements utilisés par le passé en métrologie, qui ne sont pas amortis et qui font l'objet d'une réévaluation tous les trente ans par un expert indépendant, la première évaluation à la juste valeur ayant été effectuée au 1^{er} janvier 2009, ainsi que d'autres immobilisations, évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, amorties linéairement selon leur durée d'utilité, de 2 à 25 ans.

Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable d'un actif est susceptible de ne pas être recouvrable, un test de dépréciation est réalisé. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de sa valeur d'utilité, celle-ci étant calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée dans l'État de la performance financière.

Après dépréciation, la nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

Pour les actifs ayant subi une perte de valeur au cours des exercices antérieurs, la reprise éventuelle de la perte de valeur est examinée à chaque clôture annuelle. La valeur comptable de l'actif, modifiée en raison de l'augmentation de sa valeur recouvrable, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des exercices antérieurs. La reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat dans l'État de la performance financière.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti et comprend les coûts d'acquisition, de fabrication et de transformation de stocks.

Pour les stocks fabriqués et les travaux en cours, essentiellement les prototypes de masse, le coût comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondés sur la capacité normale de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Contributions des États Membres, Souscriptions des Associés et Autres créances

Les contributions des États Membres, souscriptions des Associés et autres créances sont comptabilisées au coût amorti.

Aucune dépréciation n'est comptabilisée au titre des contributions des États Membres et des souscriptions des Associés.

Pour toutes les autres créances, une dépréciation au titre des montants considérés comme irrécouvrables est comptabilisée sur la base d'un examen des montants restant dus à la date de clôture.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des placements en obligations. Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires, caisse, et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en Autres produits ou Autres charges opérationnelles dans l'État de la performance financière.

Les disponibilités comprennent les fonds en caisse et en banque, les dépôts à terme et d'autres placements très liquides à court terme qui sont facilement convertibles en une somme connue et qui ne présentent qu'un risque insignifiant de modification de leur valeur.

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent :

- Report de crédits engagés au budget de l'exercice financier suivant : les crédits correspondant à des dépenses engagées mais dont le paiement n'est pas effectué à la fin de l'exercice financier en cours sont automatiquement reportés au budget de l'exercice financier suivant. Les crédits ainsi reportés sont utilisés uniquement pour honorer les engagements de dépenses qui ont justifié leur report (Règlement financier, article 10) ;
- Fonds de Réserve : il existe un Fonds de Réserve destiné à couvrir les fluctuations dans le versement des contributions annuelles des États Membres. Le Fonds de Réserve est financé par les crédits correspondant aux dépenses non engagées et pour lesquelles aucun paiement n'est effectué à la fin de l'exercice financier, et qui n'ont pas été reportées au budget de l'exercice financier suivant. Le montant maximum du Fonds de Réserve est déterminé par le CIPM quand il approuve le budget (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2017, le CIPM a décidé que le Fonds de Réserve devait représenter 50 % du montant total de la dotation de l'exercice à venir ;

- Fonds d'Investissement : un Fonds d'Investissement destiné à couvrir les coûts d'infrastructure du BIPM inclut l'amortissement d'équipements, tout autre investissement supplémentaire nécessaire, et toute autre dépense imprévue. Le financement de ce Fonds est assuré par toute somme que le CIPM déciderait de transférer du Fonds

de Réserve ainsi que par la contribution d'entrée acquittée par les États accédant au BIPM représentant leur soutien à l'infrastructure du BIPM (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds d'Investissement serait constitué des fonds restants. Les sommes sont automatiquement transférées du Fonds d'Investissement au Fonds de Réserve, ou du Fonds de Réserve au Fonds d'Investissement, pour être en conformité avec cette décision du CIPM qui restera en vigueur jusqu'à ce que le CIPM en décide autrement.

Risques financiers

Le BIPM a élaboré des stratégies de gestion des risques conformément à son Règlement financier. Le BIPM est exposé à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. Le BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité.

En cas de besoin de liquidités, le BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit.

Le risque de crédit du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et Associés et est limité en raison des dispositions de l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre relatives aux avances faites par les États Membres en cas de défaillance à ses obligations de paiement d'un État Membre débiteur.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'il devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Avantages du personnel

Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Le BIPM comptabilise en charges les cotisations et contributions à payer à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Lors de son départ à la retraite, tout membre du personnel de plus de 50 ans, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, reçoit une indemnité égale à une fraction du traitement défini dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*. La provision pour indemnité de départ à la retraite représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'indemnité de départ à la retraite des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

Les membres du personnel qui font valoir leurs droits à la retraite, sont affiliés au régime d'assurance lors de leur cessation de fonctions et n'exercent pas d'activité lucrative, peuvent continuer à bénéficier de l'assurance pour le risque maladie et pour les obsèques. La provision pour assurance maladie représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'assurance maladie des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour assurance maladie sont présentées dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite (voir Note 10).

Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service

ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Caisse des prêts sociaux

Les prêts sociaux, de la Caisse des prêts sociaux, créée en 1973 par le CIPM pour accorder des prêts sociaux aux membres du personnel, sont présentés en Prêts sociaux au personnel dans l'État de la situation financière.

Emprunts

Le BIPM n'a pas d'emprunt. Si les États Membres décidaient le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés au coût amorti.

Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants sont comptabilisés au coût amorti.

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des postes suivants :

- juste valeur des instruments financiers ;
- juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles au 1^{er} janvier 2009 : immeubles, actifs historiques, étalons, bases de données, etc. Le BIPM fait appel à des évaluateurs externes pour évaluer ces actifs ;
- provisions pour avantages du personnel, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, le taux d'évolution des coûts médicaux, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Le BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses ;
- charges à payer ;
- actifs et passifs éventuels ;
- provisions pour litiges. Les réclamations contentieuses impliquant le BIPM sont évaluées en interne. Le BIPM peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés ;
- tests de perte de valeur.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 3 Immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)	Immobilisations incorporelles	Étalons	Équipements scientifiques	Machines-outils	Matériel roulant	Matériel et mobilier de bureau	Matériel informatique	Actifs historiques	Équipements scientifiques en développement	SOUS-TOTAL	Bâtiments	TOTAL
Valeur brute au 01/01/2022	1 765	7 401	15 087	1 058	110	730	1 130	485	0	27 766	24 328	52 094
Amortissements cumulés	(683)	(2 954)	(10 077)	(937)	(107)	(504)	(875)	0	0	(16 137)	(6 182)	(22 319)
Valeur nette comptable au 01/01/2022	1 082	4 447	5 010	122	3	226	254	485	0	11 629	18 146	29 775
Acquisitions	46	8	291	6	0	22	123	0	0	496	373	869
Cessions – valeurs brutes	(3)	(1)	(1 734)	(39)	0	(1)	(51)	0	0	(1 829)	(2)	(1 831)
Amortissement Cessions – amortissements cumulés	(231)	(69)	(680)	(24)	(1)	(27)	(101)	0	0	(1 133)	(285)	(1 418)
Valeur nette comptable au 31/12/2022	897	4 385	4 539	100	2	220	277	485	0	10 905	18 234	29 139
Valeur brute au 01/01/2023	1 808	7 407	13 644	1 025	110	751	1 202	485	0	26 432	24 699	51 131
Amortissements cumulés	(912)	(3 023)	(9 104)	(925)	(108)	(531)	(925)	0	0	(15 528)	(6 465)	(21 993)
Valeur nette comptable au 01/01/2023	897	4 385	4 539	100	2	220	277	485	0	10 905	18 234	29 139
Acquisitions	50	39	176	2	0	9	95	0	0	371	284	655
Cessions – valeurs brutes	(60)	(726)	(316)	(324)	0	0	(106)	0	0	(1 532)	0	(1 532)
Amortissement Cessions – amortissements cumulés	(231)	(69)	(643)	(20)	(1)	(25)	(121)	0	0	(1 110)	(308)	(1 418)
Valeur nette comptable au 31/12/2023	716	4 355	4 066	66	1	204	250	485	0	10 143	18 210	28 353
Valeur brute au 31/12/2023	1 798	6 720	13 504	703	110	760	1 191	485	0	25 271	24 983	50 254
Amortissements cumulés	(1 083)	(2 366)	(9 437)	(637)	(109)	(556)	(941)	0	0	(15 129)	(6 773)	(21 902)

Immobilisations incorporelles

Pour les exercices présentés, les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels, un site internet et des bases de données.

Immobilisations corporelles

Depuis 2016, le BIPM a fixé un seuil minimum en-dessous duquel les acquisitions ne sont pas immobilisées mais comptabilisées en charges.

Étalons et équipements scientifiques

Il est à noter que le Département des rayonnements ionisants dispose, au 31 décembre 2023, de 17 sources scellées dont il a actuellement l'usage.

Bâtiments

En 2023, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- la rénovation de laboratoires dans l'Observatoire pour le Département de la métrologie en physique,
- la rénovation de laboratoires dans le bâtiment Marie Curie pour le Département des rayonnements ionisants,
- des travaux d'étanchéité sur le toit terrasse du bâtiment Marie Curie,
- le ravalement des façades et soubassements en pierre du Pavillon de Breteuil côté jardin,
- l'installation de systèmes de contrôle d'accès par badge pour tous les bâtiments.

En 2022, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- le ravalement de la façade du Pavillon de Breteuil côté cour,
- la mise en conformité de l'ascenseur du Nouveau Pavillon,
- le remplacement de l'ensemble des ouvrants du bâtiment Marie Curie afin d'améliorer l'isolation thermique et phonique,
- la rénovation de la bibliothèque dans le bâtiment Marie Curie.

Note 4 Stocks et travaux en cours

Le détail des stocks et travaux encours est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Stocks et travaux en cours		
Matières premières	200	216
Accessoires pour prototypes	11	11
Travaux en cours	62	62
Autres	0	0
Total des stocks et travaux en cours	273	289

Les matières premières sont des métaux précieux et les travaux en cours concernent essentiellement des prototypes de masse.

La variation des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2023	2022
Au 1^{er} janvier	289	420
Mouvement de l'exercice	(16)	(131)
Au 31 décembre	273	289

Début 2024, le BIPM a pu obtenir de Johnson Matthey une évaluation d'une valeur de réalisation actualisée. Celle-ci étant inférieure à celle obtenue en 2017, la valeur unitaire du stock de platine iridié en a été diminuée.

Note 5 Contributions des États Membres

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2023	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022
Contributions	13 026	12 897
Adhésion État Membre	0	0
Total	13 026	12 897

Contributions

Le montant total des contributions comptabilisé en 2023 est égal à celui notifié dans la *NOTIFICATION* de 2023.

Le montant total des contributions comptabilisé en 2022 était supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION* de 2022 car le Costa Rica est devenu État Membre le 5 septembre 2022, ce qui a porté le nombre d'États Membres à cette date à 64. Le Costa Rica étant État Associé à la CGPM depuis 2004.

À l'actif, le détail des Contributions des États Membres restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

	31 décembre 2022 (part non courante)	31 décembre 2022 (part courante)	31 décembre 2022 Total Valeur actualisée	31 décembre 2022 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République bolivarienne du Venezuela	560	0	560	560
Autres États Membres	636	1 826	2 462	2 462
Total des Contributions des États Membres	1 196	1 826	3 022	3 022

	31 décembre 2023 (part non courante)	31 décembre 2023 (part courante)	31 décembre 2023 Total Valeur actualisée	31 décembre 2023 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République bolivarienne du Venezuela	560	0	560	560
Autres États Membres	526	2 180	2 706	2 706
Total des Contributions des États Membres	1 086	2 180	3 266	3 266

Au passif, le détail des Avances faites par les autres États Membres est présenté ci-après :

	31 décembre 2022 (part non courante)	31 décembre 2022 (part courante)	31 décembre 2022 Total Valeur actualisée	31 décembre 2022 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République bolivarienne du Venezuela	161	0	161	161
Total des Avances faites par les États Membres	161	0	161	161

	31 décembre 2023 (part non courante)	31 décembre 2023 (part courante)	31 décembre 2023 Total Valeur actualisée	31 décembre 2023 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République dominicaine	55	0	55	55
République bolivarienne du Venezuela	161	0	161	161
Total des Avances faites par les États Membres	216	0	216	216

L'une des obligations principales d'un État Membre d'une organisation intergouvernementale est de respecter ses obligations financières. En effet, l'article 9 de la Convention du Mètre prévoit que les dépenses annuelles d'entretien du Bureau international des poids et mesures seront couvertes par des contributions des États Parties à la Convention du Mètre.

La Convention du Mètre prévoit un mécanisme de répartition de la contribution d'un État demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution, ainsi qu'une suspension des avantages et prérogatives conférés audit État. Cette importante et unique procédure permet au BIPM de continuer à remplir sa mission si un État Partie à la Convention du Mètre n'acquiesce pas sa contribution durant plus de trois années.

Cette disposition est appliquée à la République du Cameroun (exclue le 22 octobre 2012), à la République populaire démocratique de Corée (exclue le 22 octobre 2012), à la République dominicaine (exclue le 31 décembre 2014) et à la République Bolivarienne du Venezuela (exclue le 14 novembre 2018).

Le détail des arriérés relatifs aux États Membres exclus est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	De 1 à 3 ans	De 4 à 6 ans	Versements après exclusion	Total
République populaire démocratique de Corée	99	96	0	194
République bolivarienne du Venezuela	406	152	0	558
République dominicaine	0	0	(124)	(124)
République du Cameroun	0	0	(28)	(28)
Total des Arriérés de Contributions des États Membres exclus	504	248	(152)	600

Note 6 Souscriptions des États et Entités économiques associées

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2023	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022
Souscriptions des Associés	906	867

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2023 est égal à celui notifié dans la *NOTIFICATION* de 2023.

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2022 était supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION* de 2022. Le Zimbabwe a été réintégré comme État Associé à la CGPM le 8 février 2022 suite au règlement de ses arriérés, ce qui a porté le nombre d'États Associés à cette date à 36. Cuba et Le Soudan ont été exclus au 1^{er} janvier 2022 du fait de l'existence d'arriérés depuis 2018 et 2019 respectivement. Les Seychelles ont souhaité ne plus faire partie des États Associés à la CGPM au 1^{er} janvier 2022. Le Costa Rica est devenu État Membre et n'est donc plus État Associé à la CGPM en 2022.

À l'actif, le détail des Souscriptions des États et Entités économiques associées restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022 (part non courante)	31 décembre 2022 (part courante)	31 décembre 2022 Total Valeur nominale
Autres États Associés	(157)	122	(35)
Total des Souscriptions des États Associés	(157)	122	(35)

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023 (part non courante)	31 décembre 2023 (part courante)	31 décembre 2023 Total Valeur nominale
Autres États Associés	13	93	105
Total des Souscriptions des États Associés	13	93	105

Les arriérés dus par les États Associés sont soldés l'année de leur exclusion. Cela concerne le Yémen (en 2018), Cuba (en 2022) et le Soudan (en 2022). Ces sommes restent dues au BIPM.

Note 7 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Créance de TVA	305	217
Charges constatées d'avance	218	240
Autres créances	15	44
Total des Autres créances	538	501

Note 8 Actifs financiers

Le détail de la juste valeur des actifs financiers est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Créances CPS	37	30
Total	37	30

Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	Total 31 décembre 2023
Trésorerie	13 989	62	14 050
Équivalents de trésorerie	1 712	99	1 811
Total	15 701	161	15 861

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	Total 31 décembre 2022
Trésorerie	16 227	160	16 387
Équivalents de trésorerie	1 667	93	1 760
Total	17 894	253	18 147

Au 31 décembre 2023, la juste valeur du portefeuille HSBC détenu par le BIPM est en hausse de 46 milliers d'euros par rapport à sa valeur au 31 décembre 2022.

Le détail de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Report de crédits engagés de l'exercice financier postérieurs à l'exercice financier	324	318
Factures non parvenues au 31 décembre	182	111
Fournisseurs à payer	396	570
Dettes - Prestations liées au personnel	334	320
Créditeurs divers	397	279
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	1 172	1 182
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	63	131
<i>Sous-total Crédits et Prépaiements</i>	<i>2 868</i>	<i>2 911</i>
Fonds de Réserve pour l'assurance maladie	242	242
Fonds de Réserve	6 581	6 365
Fonds non réservés (ex-Fonds d'Investissement)	6 170	8 629
<i>Sous-total Réserves</i>	<i>12 993</i>	<i>15 236</i>
Total	15 861	18 147

Note 10 Avantages du personnel

Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2023	2022
Traitements	5 121	4 886
Allocations familiales et sociales	1 193	892
Charges sociales	384	369
Charges de personnel courantes	6 698	6 147
Production immobilisée de l'exercice	0	0
Charges de personnel opérationnelles	6 698	6 147
Indemnités de subsistance du personnel en détachement au BIPM	248	114
Variation de la provision pour assurance maladie	2 749	(5 282)
Variation de la provision pour indemnité de départ à la retraite	73	(29)
Total des charges de personnel	9 768	950

Effectifs

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Membres du personnel en contrat à durée indéterminée	65	65
Membres du personnel en contrat à durée déterminée	3	4
Personnel en détachement au BIPM	13	7
Total des effectifs	81	76

Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 5 750 milliers d'euros en 2023 et 5 650 milliers d'euros en 2022.

Ce montant inclut une contribution exceptionnelle de fonds non réservés à hauteur de 3 150 milliers d'euros en application de la décision CIPM/112-31.

Avantages du personnel courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Provision pour congés annuels	324	318
Provision pour indemnité de départ à la retraite	23	25
Autres avantages du personnel courants	10	2
Total des avantages du personnel courants	357	345

Les variations de la provision pour congés annuels sont incluses dans les traitements.

Avantages du personnel non courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Provision pour indemnité de départ à la retraite	330	281
Provision pour assurance maladie	14 165	11 617
Total des avantages du personnel non courants	14 495	11 898

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

En 2023, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au minimum tous les cinq ans, la précédente révision ayant eu lieu en 2019. Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel.

Les tableaux ci-après présentent l'évolution des engagements au titre de l'assurance maladie, les montants comptabilisés dans l'État de la situation financière, dans l'État de la performance financière, l'évolution des gains et pertes actuariels ainsi que les principales hypothèses actuarielles retenues.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Provision pour assurance maladie	14 165	11 617
Provision pour assurance maladie	14 165	11 617
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	339	638
Intérêts sur l'obligation	420	167
(Gains) pertes actuariels	1 789	(6 272)
Variation de la provision pour assurance maladie	2 548	(5 467)
<i>Principales hypothèses actuarielles (exprimées en moyennes pondérées)</i>		
Taux d'actualisation à la clôture (Indice Iboxx corporates AA 10+)	3,15 %	3,75 %
Inflation des coûts médicaux (inflation médicale pure, l'effet du vieillissement de la population est pris en compte par le modèle)	2,75 %	2,50 %

L'hypothèse d'évolution des coûts médicaux retenue a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière. Une variation d'un point de pourcentage dans l'hypothèse d'évolution des coûts médicaux aurait les effets suivants :

(en milliers d'euros)	Augmentation d'un point de pourcentage	Diminution d'un point de pourcentage
Impact sur la provision pour assurance maladie	4 208	(3 166)

Note 11 Autres crédateurs courants

Le détail des Autres crédateurs courants restant dus à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	1 172	1 182
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	63	131
Autres	362	(349)
Total des Autres crédateurs courants	1 597	964

Note 12 Autres produits

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2023	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022
Autres produits		
<i>Metrologia</i>	151	144
Produits d'intérêt	8	4
Dons	77	152
Frais d'inscription réunions	7	0
Variation de juste valeur des actifs financiers	0	0
Vente de prototypes	0	128
Avances sur souscriptions des États Associés exclus	149	0
Produits d'écart de change	5	1
Autres	44	37
Total des autres produits	442	466

Dons

Le BIPM a reçu, en 2023, 50 milliers d'euros de don pour la participation de l'*International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) au secrétariat du Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire (JCTLM).

Vente de prototypes

Aucun prototype n'a été vendu au cours de l'année 2023.

Note 13 Services généraux

Les charges de services généraux sont détaillées ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2023	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022
Services généraux		
Chauffage, eau, électricité	457	318
Assurances	37	44
Publications	1	7
Frais de bureau	222	162
Frais de réunions	125	420
Capacity Building Knowledge Transfer Program	40	26
Voyages et transport de matériel	196	125
Bibliothèque	18	21
Bureau du Comité	0	0
Total des services généraux	1 096	1 123

En 2023, les frais de réunions ont été moins élevés qu'en 2022, année de la CGPM.

Note 14 Autres charges opérationnelles

Le détail des autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2023	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022
Autres charges opérationnelles		
Variation des stocks	16	131
Platine iridié	0	0
Audit/revue	135	55
Variation de juste valeur des actifs financiers	0	0
Désactualisation financière	0	0
Charges d'écarts de change	4	17
Valeur nette des immobilisations mises au rebut ou cédées	23	86
Autres	1	241
Total des autres charges opérationnelles	179	530

Note 15 Dettes fournisseurs courantes

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Fournisseurs français	346	536
Fournisseurs étrangers	50	34
Total des Dettes fournisseurs	396	570

Les factures des fournisseurs sont enregistrées à leur date d'émission et concernent tous les fournisseurs autres que les employés du BIPM.

Note 16 Maintenance des bâtiments

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Contrats de services	335	325
Autres dépenses	205	173
Total Maintenance des bâtiments	540	498

EXÉCUTION DU BUDGET 2023

(en milliers d'euros)	Montants réalisés 2023	Budget 2023	Différence
PRODUITS/REVENUE	A	B	A-B
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	13 026	13 085	(59)
2. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	906	895	11
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	442	225	217
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	14 374	14 205	169
CHARGES/EXPENSES			
A. Personnel/Staff	6 972	7 763	(791)
A.5 Fournisseurs sous contrats/ <i>Contract suppliers</i>	336	385	(49)
	7 308	8 148	(840)
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 750	2 750	0
C. Fonctionnement/Site expenses			
C.1 Frais généraux/ <i>Site services</i>	494	387	107
C.2 Frais de bureau/ <i>Office services</i>	141	165	(24)
C.3 Informatique/IT	131	90	41
C.4 Plateforme informatique ILC/ <i>ILC IT Platform</i>	87	80	7
C.5 Bâtiments (entretien et rénovation)/ <i>Buildings (maintenance and renovation)</i>	204	182	22
	1 057	904	153
D. Coordination et communication/Coordination and communication			
D.1 Publications/ <i>Publications</i>	10	17	(7)
D.2 Bibliothèque/ <i>Library</i>	18	30	(12)
D.3 Transformation numérique / <i>Digital transformation</i>	72	70	2
D.4 Frais de réunion/ <i>Cost of meetings</i>	125	150	(25)
D.5 CBKT	38	61	(23)
D.6 Voyages/ <i>Travels</i>	47	65	(18)
	310	393	(83)
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses			
E.1 Laboratoires/ <i>Laboratory operating</i>	594	660	(66)
E.2 Atelier/ <i>Workshop</i>	20	20	
E.3 Voyages/ <i>Travels</i>	107	113	(6)
E.4 Transport de matériel/ <i>Transport of material</i>	42	50	(8)
	763	843	(80)
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	317	295	22
G. Investissements - site/Site investment			
G.1 Investissements - informatique/IT capital	12	25	(13)
G.2 Investissements - bâtiments/Building capital	350	433	(83)
	362	458	(96)
H. Divers/Miscellaneous	145	468	(323)
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	13 013	14 259	(1 246)
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	1 361	(54)	1 415

Le budget de l'année 2023 a été approuvé par le CIPM et révisé en juin 2022 (Décision CIPM/111-07). Il incluait un total de dépenses pour 2023 d'un montant de 14 259 milliers d'euros et un total de produits de 14 205 milliers d'euros.

Exécution du budget

Produits

Le montant des produits correspond au total des produits opérationnels figurant dans l'État de la performance financière à l'exception des produits d'écarts de change, de désactualisation financière et des variations de juste valeur.

Dépenses

Le montant des dépenses correspond au total des charges opérationnelles figurant dans l'État de la performance financière à l'exception :

- des dotations aux amortissements,
- de la variation des stocks et travaux en cours,
- des variations des provisions telles que la provision pour assurance maladie, la provision pour congés payés,
- de la subvention des cotisations à l'assurance maladie des pensionnés prélevée sur le Fonds de réserve pour l'assurance maladie,
- des coûts de personnel imputés au développement d'immobilisations au cours de l'exercice,
- des charges d'écarts de change,
- de la désactualisation financière,
- des variations de juste valeur,
- des moins-values de cession des immobilisations,

auquel il convient d'ajouter les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice.

Charges

Le montant des charges correspond aux dépenses :

- moins les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice,
- plus les amortissements.

L'exécution du budget de l'année 2023 fait ressortir un résultat net de 1 361 milliers d'euros.

3. — CONTRIBUTIONS PAYÉES EN 2023 (EUROS)

États Membres / Member States	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2021	2022	2023	2024
Afrique du Sud / South Africa	02/06/2023			58 944	
Allemagne / Germany	22/02/2023			1 048 323	
Arabie saoudite / Saudi Arabia	21/02/2023			204 318	
Argentine / Argentina					
Australie / Australia	19/05/2023			345 703	
Autriche / Austria	10/11/2023				112 810
Belgique / Belgium	15/02/2023			142 683	
Bésil / Brazil	17/01/2023	313 435			
Bésil / Brazil	10/08/2023	9 662			
Bésil / Brazil	16/10/2023		455 913		
Bésil / Brazil	27/12/2023			199 655	
Bulgarie / Bulgaria	30/03/2023			58 944	
Canada	21/12/2023				436 619
Chili / Chile	30/10/2023			73 837	
Chine / China	08/05/2023			1 178 021	
Colombie / Colombia	31/05/2023			58 944	
Croatie / Croatia	16/02/2023			58 944	
Danemark / Denmark	02/02/2023			94 417	
Égypte / Egypt	01/09/2023			58 944	
Émirats arabes unis / United Arab Emirates	21/11/2023			111 533	
Espagne / Spain	27/02/2023			363 091	
États-Unis d'Amérique / United States of America	09/02/2023		816 520		
États-Unis d'Amérique / United States of America	31/08/2023			353 436	
Fédération de Russie / Russian Federation					
Finlande / Finland	25/01/2023			70 695	
France	24/05/2023			721 588	
Grèce / Greece	24/11/2023			58 944	
Hongrie / Hungary					
Inde / India	14/03/2023			211 017	
Indonésie / Indonesia	06/03/2023			94 815	
Irak / Iraq					
Iran (République islamique d') / Iran (Islamic Republic of)					
Irlande / Ireland	19/12/2023				72 936
Israël / Israel					
Italie / Italy	11/05/2023			527 119	
Japon / Japan	17/05/2023			1 178 121	
Kazakhstan	20/06/2023			58 944	
Kenya	03/03/2023			58 944	
Kenya	05/05/2023				58 944
Lituanie / Lithuania					
Malaisie / Malaysia	26/05/2023			58 944	
Mexique / Mexico	03/07/2023			197 830	
Monténégro / Montenegro	22/12/2023				58 736
Monténégro / Montenegro	29/12/2023				1 016
Norvège / Norway	21/12/2023				112 810
Nouvelle-Zélande / New Zealand	24/05/2023	57 783	58 361		
Pakistan					
Pays-Bas / Netherlands					
Pologne / Poland	21/12/2023				139 060
Portugal	22/12/2023			58 944	
Portugal	22/12/2023				59 752
République de Corée / Republic of Korea	28/06/2023			314 482	
Roumanie / Romania	24/04/2023			58 944	
Royaume-Uni / United Kingdom	03/02/2023			718 500	
Serbie / Serbia	07/02/2023			58 944	
Singapour / Singapore					
Slovaquie / Slovakia	28/12/2023				59 752
Slovénie / Slovenia	20/11/2023				59 752
Suède / Sweden	07/02/2023			143 542	
Suisse / Switzerland	18/01/2023			191 302	
Tchéquie / Czechia	02/02/2023			58 944	
Thaïlande / Thailand	24/01/2023			61 485	
Tunisie / Tunisia	13/01/2023	57 783			
Türkiye	10/03/2023			63 161	
Ukraine	06/06/2023		58 361		
Ukraine	08/08/2023			58 944	
Uruguay / Uruguay	01/08/2023			58 944	
Total		438 663	1 389 155	9 492 834	1 172 187
Contributions		12 653 439	12 838 336	12 730 941	

États ayant adhéré après la 26^e réunion de la CGPM (2018)
States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)

Bélarus / Belarus					
Costa Rica					
Équateur / Ecuador	08/03/2023	4 825	53 659		
Équateur / Ecuador	21/03/2023	4 702	52 109		
Équateur / Ecuador	04/05/2023		1 176		
Estonie / Estonia	20/02/2023			58 944	
Maroc / Morocco	24/03/2023		58 361	58 944	

4. — CONTRIBUTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2023 (EUROS)

États Membres / Member States	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
	2020	2021	2022	2023
Afrique du Sud / South Africa				
Allemagne / Germany				
Arabie saoudite / Saudi Arabia				
Argentine / Argentina		140 034	141 506	92 648
Australie / Australia				
Autriche / Austria				
Belgique / Belgium				
Brésil / Brazil				
Bulgarie / Bulgaria				
Canada				
Chili / Chile				
Chine / China				
Colombie / Colombia				
Croatie / Croatia				
Danemark / Denmark				
Égypte / Egypt				
Émirats arabes unis / United Arab Emirates				
Espagne / Spain				
États-Unis d'Amérique / United States of America				824 685
Fédération de Russie / Russian Federation				235 758
Finlande / Finland				
France				
Grèce / Greece				
Hongrie / Hungary				
Inde / India				
Indonésie / Indonesia				
Irak / Iraq			578	58 944
Iran (République islamique d') / Iran (Islamic Republic of)			57 866	59 271
Irlande / Ireland				
Israël / Israel				106 920
Italie / Italy				
Japon / Japan				
Kazakhstan				
Kenya				
Lituanie / Lithuania				
Malaisie / Malaysia				
Mexique / Mexico				
Monténégro / Montenegro				
Norvège / Norway				
Nouvelle-Zélande / New Zealand				58 944
Pakistan	11 895	57 783	58 361	58 944
Pays-Bas / Netherlands				238 736
Pologne / Poland				
Portugal				
République de Corée / Republic of Korea				173 190
Roumanie / Romania				
Royaume-Uni / United Kingdom				
Serbie / Serbia				
Singapour / Singapore				89 130
Slovaquie / Slovakia				
Slovénie / Slovenia				
Suède / Sweden				
Suisse / Switzerland				
Tchéquie / Czechia				
Thaïlande / Thailand				
Tunisie / Tunisia			58 361	58 944
Türkiye				
Ukraine				
Uruguay / Uruguay				
Total	11 895	197 817	316 672	2 056 114
Contributions	12 446 006	12 653 439	12 838 336	12 730 941

États ayant adhéré après la 26^e réunion de la CGPM (2018)
States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)

Bélarus / Belarus				58 944
Costa Rica				58 944
Équateur / Ecuador				5 659
Estonie / Estonia				
Maroc / Morocco				

5. — SOUSCRIPTIONS PAYÉES EN 2023 (EUROS)

Associés / Associates	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2021	2022	2023	2024
Albanie / Albania	12/04/2023			12 721	
Azerbaïdjan / Azerbaijan	18/09/2023		20 589		
Bangladesh					
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	29/03/2023			12 605	126
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	22/05/2023			12 731	
Botswana					
Cambodge / Cambodia	17/08/2023			12 731	
CARICOM	20/11/2023			10 603	
Éthiopie / Ethiopia	01/02/2023		12 605	12 731	
Géorgie / Georgia	18/04/2023			12 731	
Ghana					
Hong Kong, Chine / Hong Kong, China					
Jamaïque / Jamaica	06/02/2023			12 731	
Koweït / Kuwait	11/04/2023			37 234	
Lettonie / Latvia	27/12/2023				49 633
Luxembourg	12/12/2023			20 795	
Macédoine du Nord / North Macedonia	27/12/2023			12 605	
Macédoine du Nord / North Macedonia	27/12/2023				556
Malte / Malta					
Maurice / Mauritius	19/01/2023			12 731	
Mongolie / Mongolia	15/12/2023			12 731	
Namibie / Namibia	19/06/2023			12 731	
Oman	28/11/2023	17 609	17 785	18 364	
Ouzbékistan / Uzbekistan	31/07/2023			12 731	
Panama	27/02/2023			53 050	
Paraguay	17/05/2023			520	12 211
Pérou / Peru	19/01/2023		7 359		
Pérou / Peru	24/01/2023			53 050	
Philippines	15/03/2023			53 050	
Qatar	22/03/2023			43 992	
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic					
République de Moldova / Republic of Moldova	20/04/2023			12 731	
Sri Lanka	03/04/2023		12 605		
Sri Lanka	25/07/2023			12 731	
Taipei chinois / Chinese Taipei	10/03/2023			134 924	
Tanzanie (République-Unie de) / Tanzania (United Republic of)	04/05/2023			12 714	
Viet Nam	18/04/2023			53 050	
Zambie / Zambia					
Zimbabwe	02/01/2023			12 731	
Total		17 609	70 943	682 048	62 526
Souscriptions / Subscriptions		980 459	945 727	905 765	

6. — SOUSCRIPTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2023 (EUROS)

Associés / Associates	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS	
	2022	2023
Albanie / Albania		
Azerbaïdjan / Azerbaijan		28 858
Bangladesh	12 605	12 731
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)		
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina		
Botswana		12 731
Cambodge / Cambodia		
CARICOM		
Éthiopie / Ethiopia		
Géorgie / Georgia		
Ghana		12 731
Hong Kong, Chine / Hong Kong, China		
Jamaïque / Jamaica		
Koweït / Kuwait		
Lettonie / Latvia		
Luxembourg		
Macédoine du Nord / North Macedonia		
Malte / Malta		
Maurice / Mauritius		
Mongolie / Mongolia		
Namibie / Namibia		
Oman		
Ouzbékistan / Uzbekistan		
Panama		
Paraguay		
Pérou / Peru		
Philippines		
Qatar		
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic		12 731
République de Moldova / Republic of Moldova		
Sri Lanka		
Taipei chinois / Chinese Taipei		
Tanzanie (République-Unie de) / Tanzania (United Republic of)		
Viet Nam		
Zambie / Zambia		12 731
Zimbabwe		
Total	12 605	92 513

Souscriptions / Subscriptions	945 727	905 765
-------------------------------	---------	---------

7. — BUDGET POUR 2024

(en milliers d'euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États Membres/Contributions from Member States	13 281
2. Souscriptions des Associés/Subscriptions from Associates	903
3. Recettes diverses/Miscellaneous income	347
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	14 531
CHARGES/EXPENSES	
A. Personnel/Staff	7 858
A5. Fournisseurs sous contrat/Contract suppliers	361
	8 148
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 700
C. Fonctionnement - site/Site expenses	
C.1 Frais généraux/Site services	
C.2 Frais de bureau/Office services	
C.3 Informatique/IT	
C.4 Plateforme informatique ILC/ILC IT platform	
C.5 Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)	1 026
D. Coordination et communication/Coordination and communication	
D.1 Publications/Publications	
D.2 Bibliothèque/Library	
D.3.Transformation numérique/Digital transformation	
D.4 Frais de réunion/Cost of meetings	
D.5 CBKT	
D.6 Voyages/Travels	570
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses	
E.1 Laboratoires/Laboratory operating	
E.2 Atelier/Workshop	
E.3 Voyages/Travels	
E.4 Transport de matériel/Transport of material	800
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	900
G. Investissements - site/Site investment	
G.1 Investissements - informatique/IT capital	
G.2 Investissements - bâtiments/Building capital	400
H. Divers/Miscellaneous	260
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	14 514
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	17

8. — TABLEAU DE RÉPARTITION DE LA DOTATION POUR 2024

État Membre		Barème ONU 2022-2024	Contribution pour 2024/€	Member State
Afrique du Sud	*	0.244	59 752	South Africa
Allemagne		6.111	1 015 289	Germany
Arabie saoudite		1.184	196 711	Saudi Arabia
Argentine		0.719	119 456	Argentina
Australie		2.111	350 724	Australia
Autriche		0.679	112 810	Austria
Bélarus	*	0.041	59 752	Belarus
Belgique		0.828	137 565	Belgium
Brésil		2.013	334 442	Brazil
Bulgarie	*	0.056	59 752	Bulgaria
Canada		2.628	436 619	Canada
Chili		0.420	69 779	Chile
Chine	*	15.254	1 195 828	China
Colombie	*	0.246	59 752	Colombia
Croatie	*	0.091	59 752	Croatia
Danemark		0.553	91 876	Denmark
Égypte	*	0.139	59 752	Egypt
Émirats arabes unis		0.635	105 500	United Arab Emirates
Équateur	*	0.077	59 752	Ecuador
Espagne		2.134	354 545	Spain
Estonie	*	0.044	59 752	Estonia
États-Unis d'Amérique	*	22.000	1 195 828	United States of America
Fédération de Russie		1.866	310 020	Russian Federation
Finlande		0.417	69 281	Finland
France		4.318	717 398	France
Grèce	*	0.325	59 752	Greece
Hongrie	*	0.228	59 752	Hungary
Inde		1.044	173 451	India
Indonésie		0.549	91 212	Indonesia
Irak	*	0.128	59 752	Iraq
Iran (République islamique d')		0.371	61 638	Iran (Islamic Republic of)
Irlande		0.439	72 936	Ireland
Israël		0.561	93 205	Israel
Italie		3.189	529 824	Italy
Japon	*	8.033	1 195 828	Japan
Kazakhstan	*	0.133	59 752	Kazakhstan
Kenya	*	0.030	59 752	Kenya
Lituanie	*	0.077	59 752	Lithuania
Malaisie	*	0.348	59 752	Malaysia
Maroc	*	0.055	59 752	Morocco
Mexique		1.221	202 858	Mexico
Monténégro	*	0.004	59 752	Montenegro
Norvège		0.679	112 810	Norway
Nouvelle-Zélande	*	0.309	59 752	New Zealand
Pakistan	*	0.114	59 752	Pakistan
Pays-Bas		1.377	228 776	Netherlands
Pologne		0.837	139 060	Poland
Portugal	*	0.353	59 752	Portugal
République de Corée		2.574	427 647	Republic of Korea
Roumanie	*	0.312	59 752	Romania
Royaume-Uni		4.375	726 868	United Kingdom
Serbie	*	0.032	59 752	Serbia
Singapour		0.504	83 735	Singapore
Slovaquie	*	0.155	59 752	Slovakia
Slovénie	*	0.079	59 752	Slovenia
Suède		0.871	144 709	Sweden
Suisse		1.134	188 404	Switzerland
Tchéquie	*	0.340	59 752	Czechia
Thaïlande		0.368	61 140	Thailand
Tunisie	*	0.019	59 752	Tunisia
Türkiye		0.845	140 389	Türkiye
Ukraine	*	0.056	59 752	Ukraine
Uruguay	*	0.092	59 752	Uruguay
Sous-total		96.968	13 161 218	Subtotal

États ayant adhéré après la 27^e réunion de la CGPM (2022)
States having acceded after the 27th meeting of the CGPM (2022)

Costa Rica	*	0.069	59 752	Costa Rica
Sous-total			59 752	Subtotal

Total			13 220 970	Total
-------	--	--	------------	-------

*. État Membre au maximum ou au minimum de la contribution / Member State paying the maximum or minimum contribution

9. — TABLEAU DES SOUSCRIPTIONS DES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE POUR 2024

Associé		Barème ONU 2022-2024	Souscription pour 2024/€	Associate
Albanie		0.008	13 161	Albania
Azerbaïdjan	#	0.030	37 530	Azerbaijan
Bangladesh		0.010	13 161	Bangladesh
Bolivie (État plurinational de)		0.019	13 161	Bolivia (Plurinational State of)
Bosnie-Herzégovine		0.012	13 161	Bosnia and Herzegovina
Botswana		0.015	13 161	Botswana
Cambodge		0.007	13 161	Cambodia
Éthiopie		0.010	13 161	Ethiopia
Géorgie		0.008	13 161	Georgia
Ghana		0.024	13 161	Ghana
Jamaïque		0.008	13 161	Jamaica
Koweït		0.234	38 877	Kuwait
Lettonie	#	0.050	54 843	Latvia
Luxembourg	#	0.068	29 407	Luxembourg
Macédoine du Nord		0.007	13 161	North Macedonia
Malte		0.019	13 161	Malta
Maurice		0.019	13 161	Mauritius
Mongolie		0.004	13 161	Mongolia
Namibie		0.009	13 161	Namibia
Oman		0.111	18 442	Oman
Ouzbékistan		0.027	13 161	Uzbekistan
Panama	#	0.090	54 843	Panama
Paraguay		0.026	13 161	Paraguay
Pérou	#	0.163	54 843	Peru
Philippines	#	0.212	54 843	Philippines
Qatar		0.269	44 692	Qatar
République arabe syrienne		0.009	13 161	Syrian Arab Republic
République de Moldova		0.005	13 161	Republic of Moldova
Sri Lanka		0.045	13 161	Sri Lanka
Tanzanie		0.010	13 161	Tanzania
Viet Nam	#	0.093	54 843	Viet Nam
Zambie		0.008	13 161	Zambia
Zimbabwe		0.007	13 161	Zimbabwe
Total		1.636	745 866	Total

#. Souscription augmentée progressivement conformément à la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24e réunion (2011) / Progressive increase of the subscription following Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting (2011)

Étités économiques Associées		Associate Economies		
CARICOM	*	0.062	10 301	CARICOM
Hong Kong, Chine	**	0.317	52 724	Hong Kong, China
Taipei chinois	**	0.666	110 648	Chinese Taipei
Total Entités économiques associées			173 673	Total Associate Economies

Total Associés	919 539	Total Associates
-----------------------	----------------	-------------------------

*. Somme des coefficients ONU de onze États participant à la CARICOM / Sum of UN coefficients of eleven participating CARICOM States

**.. Calcul effectué à partir des données du PIB / Calculated from GDP data

10. — ÉTATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DU BIPM 2023

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures

Pavillon de Breteuil – F-92312 Sèvres Cedex

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2023

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité international des poids et mesures (CIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures (BIPM), ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du management de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).



Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Caisse de retraite et prévoyance du BIPM au 31 décembre 2023, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'observation suivante :

Les engagements de la Caisse en termes de pensions de retraite et de réversion et d'indemnités de départ à la retraite ont été calculés sur la base d'hypothèses conformes aux statuts et règlements de la caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les fonds du BIPM ne couvrent pas l'engagement global de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. La couverture de celui-ci repose donc sur la gestion actif/passif et le soutien des Etats Membres.

Paris La Défense, le 30 mai 2024

KPMG SA

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'BGRITON', written over a horizontal line.

Baudouin GRITON

Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Actifs			
Actifs non courants			
Actifs du régime	9	17 208	16 235
Actifs non courants		17 208	16 235
Actifs courants			
Actifs du régime	9	0	0
Autres créances	10	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	10 678	7 449
Actifs courants		10 678	7 449
Total Actifs		27 886	23 684
Actif net			
Résultat de l'exercice		(15 228)	52 741
Variation de juste valeur		431	(542)
Autres réserves		(71 153)	(123 895)
Actif net		(85 950)	(71 696)
Passifs			
Passifs non courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	106 081	89 175
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises	8	4 440	3 147
Passifs non courants		110 521	92 322
Passifs courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	3 315	3 058
Autres dettes	11	0	0
Passifs courants		3 315	3 058
Total Passifs		113 836	95 380

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2023	2022
Produits opérationnels			
Contributions des États Membres	5	5 750	5 650
Cotisations des membres du personnel du BIPM	6	876	811
Produits des placements	9	0	0
Autres produits opérationnels	12	3	0
Total des produits opérationnels		6 629	6 461
Charges opérationnelles			
Pensions	7	3 186	2 961
Variation de la provision pour pensions	8	18 456	(49 342)
Autres charges opérationnelles	13	215	100
Total des charges opérationnelles		(21 857)	(46 281)
Résultat des activités opérationnelles		(15 228)	52 741
Charges financières			
Résultat des activités ordinaires		(15 228)	52 741
Résultat de l'exercice		(15 228)	52 741

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	10 897	1 627	(68 457)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(10 897)		10 897
Variation de juste valeur		50	
Résultat de l'exercice	(43 247)		
Solde au 31 décembre 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	43 247		(43 247)
Variation de juste valeur		341	
Résultat de l'exercice	9 062		
Solde au 31 décembre 2015	9 062	2 018	(100 807)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(9 062)		9 062
Variation de juste valeur		82	
Résultat de l'exercice	(18 200)		
Solde au 31 décembre 2016	(18 200)	2 100	(91 745)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	18 200		(18 200)
Variation de juste valeur		96	
Résultat de l'exercice	315		
Solde au 31 décembre 2017	315	2 196	(109 945)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(315)		315
Variation de juste valeur		(650)	
Résultat de l'exercice	7 186		
Solde au 31 décembre 2018	7 186	1 546	(109 630)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(7 186)		7 186
Variation de juste valeur		1 613	
Résultat de l'exercice	(21 321)		
Solde au 31 décembre 2019	(21 321)	3 159	(102 444)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	21 321		(21 321)
Variation de juste valeur		(2 282)	
Résultat de l'exercice	(15 246)		
Solde au 31 décembre 2020	(15 246)	876	(123 765)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	15 246		(15 246)
Variation de juste valeur		705	
Résultat de l'exercice	15 116		
Solde au 31 décembre 2021	15 116	1 581	(139 011)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(15 116)		15 116
Variation de juste valeur		(2 123)	
Résultat de l'exercice	52 741		
Solde au 31 décembre 2022	52 741	(542)	(123 895)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(52 741)		52 741
Variation de juste valeur		973	
Résultat de l'exercice	(15 228)		
Solde au 31 décembre 2023	(15 228)	431	(71 154)

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2023	2022
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions des États Membres		5 750	5 650
Cotisations des membres du personnel du BIPM		876	811
Autres produits opérationnels		3	0
Pensions		(3 186)	(2 961)
Autres charges opérationnelles		(215)	(100)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		3 228	3 400
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Sorties de trésorerie pour acheter de nouveaux actifs financiers		0	0
Recettes des actifs détenus jusqu'à échéance et de la vente d'actifs financiers		0	0
Produits des placements		0	0
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		0	0
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		3 228	3 400
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	7 449	4 049
		10 678	7 449

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a été instituée, en 1901, par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) lors de sa 3^e réunion au bénéfice des membres du personnel du Bureau international des poids et mesures (BIPM) ; son administration a été confiée, par la Conférence générale des poids et mesures lors de sa 10^e réunion, au Comité international des poids et mesures (CIPM).

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a pour vocation le paiement aux membres du personnel du BIPM des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues en vertu du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, à l'exclusion de tout autre paiement.

Administration de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Politique d'investissement

Le CIPM est chargé de définir la politique d'investissements des avoirs de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Placements

Le directeur est chargé, dans le cadre des principes retenus par le CIPM, de veiller aux placements financiers des ressources affectées à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ; il peut prendre, à cet effet, toute mesure visant à assurer la mise en œuvre de ces principes.

Rapport annuel

Le directeur adresse chaque année au CIPM, dans le cadre de l'approbation des comptes du BIPM, le détail des placements réalisés et de la situation financière de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Garantie des États Membres

Les États Membres du BIPM garantissent collectivement et solidairement le paiement des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. En cas de transformation ou de dissolution du BIPM, les États Membres prennent les mesures nécessaires pour assurer sans interruption le service des pensions, allocations, indemnités ou de toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, jusqu'à l'extinction des droits du dernier bénéficiaire de ces prestations.

Cotisations et contributions

Les ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont constituées :

- d'une cotisation obligatoire prélevée mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel en activité, y compris des membres du personnel bénéficiant de logements de fonction, et sur les allocations d'invalidité des membres du personnel mis en invalidité ;
- de contributions des États Membres, votées au titre de la dotation et affectées par le CIPM lors de l'adoption des budgets annuels du BIPM ;
- des intérêts des cotisations et contributions tirés du placement des actifs financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les cotisations des membres du personnel et les contributions des États Membres sont destinées à maintenir l'équilibre actuariel de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM à long terme.

Le taux de cotisation est révisable tous les cinq ans, sur la base d'une étude actuarielle réalisée à la demande du directeur du BIPM.

Conditions d'ancienneté pour bénéficiaire d'une pension de retraite

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après 7 années de service, à une pension de retraite.

Un membre du personnel cessant ses fonctions avant l'âge normal de départ à la retraite peut demander à ce que la liquidation de la pension de retraite soit :

- différée jusqu'au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge normal de départ à la retraite ;
- ou anticipée et immédiate, sous réserve qu'il ait atteint, au moins, l'âge de 50 ans pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 ou 55 ans pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010. Dans ce cas, la pension de retraite anticipée est réduite en fonction de l'âge du membre du personnel au moment de la liquidation de ses droits selon les barèmes figurant dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*.

Allocation de départ

Tout membre du personnel, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 3 fois le montant des cotisations prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, majorées d'un intérêt de 4 % l'an.

Tout membre du personnel, recruté après le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 2,25 fois le montant des cotisations en *points* prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, la conversion des *points* en euros s'effectuant au taux en vigueur à la date de cessation de fonctions du membre du personnel pour le décompte des traitements du personnel en activité.

Événements significatifs de l'exercice

L'année 2023 est marquée par le retour d'une inflation qui s'est accentuée tout au long de la période, dans un paysage géoéconomique déstabilisé.

Le CIPM a décidé d'autoriser en 2021 et 2022 un transfert exceptionnel de 3 millions d'euros des fonds non réservés du BIPM à la Caisse de Retraite.

Le CIPM a de nouveau décidé d'autoriser en 2023 un transfert exceptionnel de 3 millions d'euros des fonds non réservés du BIPM à la Caisse de Retraite.

Note 2 Adoption des nouvelles règles comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'IPSASB, et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2023 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Note 3 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Ils ont été établis sur la base du coût historique, sauf pour la valeur actualisée des prestations de retraite qui a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projeté.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les Statut et Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du personnel du Bureau international des poids et mesures qui ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Monnaie fonctionnelle et de présentation

L'unité de compte de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est l'euro. Par conséquent, les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont préparés en euros et présentés en milliers d'euros.

Devises

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière en Autres produits opérationnels ou en Autres charges opérationnelles.

Actifs du régime

Les actifs du régime comprennent des obligations et des fonds communs de placement investis dans des actions et des obligations.

Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est fournie dans les notes aux états financiers.

La politique suivie par la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM en matière de gestion des actifs financiers s'inscrit sur le long terme. C'est pourquoi les fonds communs de placement sont classés en actifs financiers non courants.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est indiquée dans les notes aux états financiers.

Risques financiers

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est exposée à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et des cotisations par les membres du personnel du BIPM, ces paiements étant effectués par le biais du BIPM. Le risque de crédit est donc lié au risque de défaut de paiement du BIPM.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Prestations de retraite

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est un régime de retraite à prestations définies. Les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES* ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Il existe trois règlements, l'un applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés avant le 1^{er} janvier 2010, le deuxième applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2010 et le troisième applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2017.

En 2023, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles.

Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les 5 ans.

Il est procédé à une évaluation actuarielle de la provision pour pensions à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer les obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel du BIPM, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après sept années de service, à une pension de retraite, dont le montant est fonction du nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 63^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur ou égal à 45 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 62^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 45 ans et inférieur ou égal à 50 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 61^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 50 ans et inférieur ou égal à 55 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 60^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 55 ans au 1^{er} janvier 2010.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,02 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel en *points* correspondant au grade et à l'échelon occupés par le membre du personnel pendant six mois au moins avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, au grade et à l'échelon les plus élevés occupés pendant au moins six mois au cours de sa carrière au BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le 65^e anniversaire du membre du personnel.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,019 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 36 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 36 mois.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2017 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 65^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur ou égal à 57 ans au 1^{er} janvier 2017 ;
- 66^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 52 ans et inférieur à 57 ans au 1^{er} janvier 2017 ;
- 67^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur à 52 ans au 1^{er} janvier 2017.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,019 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 36,84.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 60 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 60 mois.

Emprunts

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas d'emprunt. Si le CIPM décidait le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés en charges lors de leur survenance.

Note 4 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des provisions pour pensions, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Chaque année, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 5 Contributions des États Membres

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 5 650 milliers d'euros en 2022 et 5 750 milliers d'euros en 2023. Ce montant inclut en 2022 et en 2023, une contribution exceptionnelle de fonds non réservés à hauteur de 3 000 milliers d'euros en application des décisions CIPM/111-15 et CIPM/112-31.

Note 6 Cotisations des membres du personnel du BIPM

Les cotisations obligatoires sont prélevées mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel du BIPM en activité ainsi que sur les allocations d'invalidité des membres du personnel du BIPM en invalidité. Le taux de cotisation s'élève à 11,5 % en 2017 ; 12,5 % en 2018 ; 13,5 % en 2019 ; 14,5 % en 2020 ; 15,5 % en 2021 ; 16,5 % en 2022 ; 17,5 % en 2023 et sera de 18,5 % en 2024 pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2017. Il est de 15 % pour les membres du personnel recrutés à compter du 1^{er} janvier 2017. Il était de 10 % pour tous les membres du personnel jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant des cotisations s'élève à 876 milliers d'euros en 2023 contre 811 milliers d'euros en 2022.

Elles concernent les effectifs du BIPM suivants :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté > 7 ans)	49	50
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté < 7 ans)	19	19
Total des effectifs	68	69

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Membres du personnel en activité et en invalidité (section Pré-2010)	38	41
Membres du personnel en activité et en invalidité (section Post-2010)	10	10
Membres du personnel en activité et en invalidité (section Post-2017)	20	18
Total des effectifs	68	69

Note 7 Pensions

Les pensions servies s'élèvent à 2 961 milliers d'euros en 2022 et 3 186 milliers d'euros en 2023 .

Le détail du nombre de pensions est présenté ci-après :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Pensions de retraite	56	53
Pensions de réversion	9	9
Pensions différées	6	6
Pensions d'orphelin	2	2
Allocations d'invalidité	3	3
Total du nombre de pensions servies	76	73

Note 8 Provision pour pensions

(en milliers d'euros)

Dans l'État de la situation financière

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part non courante)	53 540	47 056
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part courante)	3 315	3 058
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les membres du personnel actifs (ancienneté > 7 ans) (part non courante)	52 541	42 118
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	109 396	92 232

Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises (ancienneté < 7 ans) (non courante)

	4 440	3 147
Provision pour pensions	113 836	95 379

Dans l'État de la performance financière

Coût des services rendus	2 421	4 730
Charge d'intérêt	3 453	1 416
Prestations payées	(3 172)	(2 959)
(Gains) pertes actuariels	15 755	(52 528)
Variation de la provision pour pensions	18 456	(49 341)

Principales hypothèses actuarielles

- Hypothèses économiques

Valeur du point	1,3450	1,12773
Taux d'actualisation (Indice Iboxx corporates AA 10+)	3,17 %	3,77 %
Augmentation annuelle de la masse salariale	1,5 % + revalorisation du point du BIPM	1,5 % + revalorisation du point du BIPM
Taux d'inflation (à long terme)	2,25 %	2,25 %

- Hypothèses démographiques

Hypothèse de mortalité des pensionnés (Hypothèse pas de mortalité avant le départ à la retraite)	TGH/TGF 05	TGH/TGF 05
Mobilité	Non prise en compte	Non prise en compte
Invalidité	Non prise en compte	Non prise en compte
Âge de départ à la retraite (voir note 3)	Retraite à taux plein sauf cas particulier	Retraite à taux plein sauf cas particulier
Type de départ	À l'initiative du membre du personnel	À l'initiative du membre du personnel
Retraite anticipée	Non	Non
Capital décès	Non	Non
Âge du conjoint	Âge communiqué par le BIPM	Âge communiqué par le BIPM

- Hypothèses techniques

Revalorisation des retraites	Égale à celle du <i>point</i>	Égale à celle du <i>point</i>
Périodicité de la rente	Mensuelle à terme échu	Mensuelle à terme échu
Réversion de la rente	60 % sur le conjoint	60 % sur le conjoint

Les tables de mortalité utilisées depuis 2014 sont les tables de mortalité françaises, qui sont les tables réglementaires utilisées pour les femmes (TGF05) et les hommes (TGH05) en France par les compagnies d'assurance pour évaluer les annuités des contrats d'assurance vie. Le choix des tables de mortalité TGF/TGH05 se justifie par le fait que les membres du personnel habitent en France. Ils bénéficient de l'accès aux mêmes soins médicaux que la population française, vivent dans des conditions similaires, et devraient, par conséquent, avoir une espérance de vie similaire.

Le coût des services rendus correspond aux droits acquis au cours de l'exercice, c'est-à-dire à l'unité de crédit acquise par les membres du personnel du BIPM pendant l'exercice.

La charge d'intérêt correspond aux intérêts acquis pendant l'exercice sur la provision à la date de clôture en fonction de l'hypothèse de taux d'actualisation.

Les prestations payées correspondent aux pensions versées pendant l'exercice.

Les pertes ou gains actuariels sont calculés de manière à équilibrer le compte en fonction de l'engagement de retraite calculé à la date de clôture.

Taux d'actualisation

L'hypothèse du taux d'actualisation a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière.

- Au 31 décembre 2022 :

Si un taux d'actualisation à 3,50 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 99 565 milliers d'euros au lieu de 95 380 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2022 en utilisant un taux à 3,75 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 4,00 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 91 475 milliers d'euros.

- Au 31 décembre 2023 :

Si un taux d'actualisation à 2,90 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 119 138 milliers d'euros au lieu de 113 836 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2023 en utilisant un taux à 3,15 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 3,40 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 108 904 milliers d'euros.

Note 9 Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2023	Total 31 décembre 2022
Trésorerie	10 678	7 449
Équivalents de trésorerie	0	0
Total	10 678	7 449

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2023	Total 31 décembre 2022
<i>Stratégie d'investissement</i>		
- Actions	3 923	3 815
- Taux (revenus fixes)	13 285	12 420
<i>Total Fonds communs de placement (actions)</i>	17 208	16 235
<i>Exposition aux devises</i>		
- EUR	14 176	13 390
- Autres	3 032	2 845
Total	17 208	16 235

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime classés en actifs courants / non courants est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2023	Total 31 décembre 2022
Obligations	0	0
Autres instruments financiers	17 208	16 235
Non courants	17 208	16 235
Obligations	0	0
Courants	0	0
Total	17 208	16 235

Les Produits des placements concernent les revenus (intérêts, coupons, dividendes) des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2023	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022
Fonds communs de placement (actions)		
Obligations	0	0
Équivalents de trésorerie	0	0
Trésorerie	0	0
Total Produits des placements	0	0

Note 10 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Produits à recevoir	0	0
Total des Autres créances	0	0

Note 11 Autres dettes

Le détail des Autres dettes restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Pensions à payer	0	0
Opérations avec le BIPM	0	0
Total des Autres dettes	0	0

Note 12 Autres produits opérationnels

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2023	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022
Variation de juste valeur	0	0
Plus-value de cession	0	0
Produits d'écarts de change	0	0
Total des Autres produits opérationnels	0	0

Note 13 Autres charges opérationnelles

Le détail des Autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2023	12 mois jusqu'au 31 décembre 2022
Charges d'écarts de change	1	9
Autres charges opérationnelles	214	91
Total des Autres charges opérationnelles	215	100

11. — LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT VOLUME

BIPM	Bureau international des poids et mesures
CARICOM	<i>Caribbean Community</i> / Communauté des Caraïbes
CBKT	<i>Capacity Building and Knowledge Transfer</i> / Renforcement des capacités et transfert des connaissances
CCCR	Commission consultative sur la Caisse de retraite
CGPM	Conférence générale des poids et mesures
CIPM	Comité international des poids et mesures
CPS	Caisse des prêts sociaux du BIPM
EBITDA	<i>Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization</i> / Résultat avant intérêt, impôts et amortissement
GBP	<i>British Pound</i> / Livre britannique
IAS	<i>International Accounting Standards</i> / Normes comptables internationales
IASB	<i>International Accounting Standards Board</i>
IFCC	<i>International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine</i>
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i>
ILC	Département des relations internationales et de la communication
IPSAS	<i>International Public Sector Accounting Standards</i> / Normes comptables internationales du secteur public
IPSASB	<i>International Public Sector Accounting Standards Board</i>
JCTLM	<i>Joint Committee on Traceability in Laboratory Medicine</i> / Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit intérieur brut
RMO	Regional Metrology Organization / Organisation régionale de métrologie
TGF	Table par génération des femmes
TGH	Table par génération des hommes
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
USD	<i>US Dollar</i> / Dollar des États-Unis



The present report is presented in both French and English.

Please note, however, that the official version is the French report.

CURRENT MEMBERS
OF THE
INTERNATIONAL COMMITTEE FOR WEIGHTS AND MEASURES

AS OF 31 MAY 2024

President

1. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), South Africa.

Secretary

2. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Japan.

Members

3. V.G. ACHANTA, CSIR National Physical Laboratory of India (NPLI), India.
4. V. COLEMAN, National Measurement Institute, Australia (NMIA), Australia.
5. D. DEL CAMPO MALDONADO, Centro Español de Metrología (CEM), Spain.
6. C. DENZ, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Germany.
7. N. DIMARCQ, Université Côte d'Azur, Nice, France.
8. H.A. FRØYSTEIN, Justervesenet, Norway.
9. J.T. JANSSEN, National Physical Laboratory (NPL), United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.
10. H. LAIZ, Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), Argentina.
11. G. MACDONALD, National Research Council of Canada (NRC), Canada.
12. J. OLTHOFF, National Institute of Standards and Technology (NIST), United States of America.
Vice-President.
13. S.-R. PARK, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), Republic of Korea.
14. J. QU, National Institute of Metrology (NIM), China.
15. M.L. RASTELLO, National Institute of Metrological Research (INRIM), Italy.
16. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Switzerland. *Vice-President.*
17. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium (VSL), Netherlands.
18. G.P. RIPPER, Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade et Tecnologia (INMETRO), Brazil.

**Annual report to the Governments of the High Contracting Parties
on the administrative and financial situation
of the International Bureau of Weights and Measures
in 2023**

1. — Foreword
2. — 2023 BIPM Financial statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position
 - Statement of financial performance
 - Statement of changes in net assets
 - Cash Flow Statement
 - Notes to the Financial Statements
 - Note 1 General information
 - Note 2 Significant accounting policies
 - Note 3 Intangible and tangible assets
 - Note 4 Inventories and work in progress
 - Note 5 Member States contributions
 - Note 6 Subscriptions of Associate States and Economies
 - Note 7 Other receivables
 - Note 8 Financial assets
 - Note 9 Cash and cash equivalent,
 - Note 10 Employee benefits
 - Note 11 Other current creditors
 - Note 12 Other income
 - Note 13 General services
 - Note 14 Other operating expenses
 - Note 15 Current payables
 - Note 16 Building maintenance
 - 2023 Budget outturn
3. — Contributions settled in 2023
4. — Outstanding contributions as at 31 December 2023
5. — Subscriptions settled in 2023
6. — Outstanding subscriptions as at 31 December 2023
7. — Budget for 2024
8. — Table of repartition of the dotation for 2024
9. — Table of subscriptions of Associate States and Economies of the CGPM for 2024
10. — 2023 BIPM Pension and Provident Fund Financial Statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position

Statement of financial performance

Statement of changes in net assets

Cash flow statement

Notes to the Financial Statements

Note 1	General information
Note 2	Adoption of the new Accounting Standards
Note 3	Significant accounting policies
Note 4	Estimates and judgments
Note 5	Contributions from Member States
Note 6	Contributions from BIPM staff members
Note 7	Pensions
Note 8	Pension provision
Note 9	Plan assets, cash and cash equivalent, investment income
Note 10	Other receivables
Note 11	Other debtors
Note 12	Other operating income
Note 13	Other operating expenses

11. — List of acronyms and initialisms used in the present volume

1. — FOREWORD

In the foreword to this Financial Report for 2023 I am pleased to report that income from Member States, Associate States and Associate Economies was received as planned.

There were 64 States Parties to the Metre Convention and 36 Associate States and Economies of the CGPM at the end of 2023. (These numbers remained unchanged from 2022).

The results presented here testify to good financial management and effective controls that balance income and expenditure. There was a 1 % increase across all sources of income due to the agreed 1% increase in dotation together with income from grants to support specific capacity-building projects and the JCTLM database. Spending was controlled carefully and followed the trend in recent years of being below the agreed budget:

- staff costs increased as a result of the decision by the CIPM to increase salaries and allowances by 4.5 %.
- the subsistence paid to seconded staff increased as the secondee programme continues to recover from the global travel restrictions.
- the operating costs for the laboratories were 842 thousand euros (894 thousand euros in 2022) largely because of the increasing cost of software rental.
- the cost of providing meetings was below that in 2022 (because there were no major meetings hosted off-site in 2023, such as the CGPM in 2022).
- the cost of electricity increased by 42 % to 423 thousand euros because of the rise in wholesale energy prices. Actions have been taken to reduce electricity consumption including a reduction in the base temperature of all offices.
- the spend on investment followed the agreed budget which included the completion of the project to install energy-efficient windows in the Marie Curie building and the renovation of the façade of the Pavillon de Breteuil (see Note 3).

In this report, we present the standard financial measure EBITDA (“Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization”), which measures the performance of the operations before allowing for investment activities. It is reported here as being minus 980 thousand euros (minus 726 thousand euros at the end of 2022). These numbers in 2023 do not reflect the level of cash generated by the operations because, in October 2023, the CIPM decided to make a third transfer of 3 000 thousand euros from the reserves to the Pension Fund. This transaction is necessarily reflected in a reduction in the net result for the period, the cashflow generated and the total reserves at year end as follows:

- the net result for the period, after allowing for all financial transactions, was a loss of 5 226 thousand euros (surplus of 3 157 thousand euros in 2022). We report an increase in the calculated provision for health care insurance of 2 822 thousand euros (compared with a decrease of 5 311 thousand euros in 2022). (We recall that this charge to the profit and loss account is required for the change in this provision each year although it represents a liability that would not be realized whilst the BIPM continues to operate). The charges for depreciation and amortization were 1 418 thousand euros in 2023 (1 418 thousand euros in 2022).
- the cash flow out from the operations was 1 570 thousand euros (1 173 thousand euros in 2022).
- the total reserves reduced to 15 861 thousand euros (from 18 147 thousand euros in 2022). The reserve fund (which is held at the level of 50 % of the total sum of the dotation for the ensuing period) was 6 581 thousand euros (6 365 thousand euros in 2022). After accounting for pre-payments received and sums due to be paid (see Note 9), the remaining unreserved funds were 6 170 thousand euros (8 629 thousand euros in 2022). The total assets declined to 28 353 thousand euros (29 139 thousand euros in 2022) because of the reduced level of investment planned during the second half of the work programme.

This report also includes the Financial Report for the BIPM Pension Fund which benefitted from the decision by the CIPM to transfer 3 000 thousand euros from the reserves of the BIPM. This led to an increase in the value of the assets to 27 886 thousand euros (from 23 684 thousand euros in 2022). The strategy for the investment of the assets continues to follow independent expert advice. There has been an increase in the estimated liabilities to 111 million euros (92 million euros in 2022). This results from a decrease in the discount rate reflecting market conditions from 3.77 % (2022) to 3.17 %.

The pensions in payment were 3 186 thousand euros (2 961 thousand euros in 2022). Staff contributions increased from 811 thousand euros (2022) to 876 thousand euros.

The Pension Fund Advisory Board (PFAB) have announced that they will commission a full actuarial study of the Fund and a review of their investment strategy during 2023.

2. — 2023 BIPM FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Bureau International des Poids et Mesures

Pavillon de Breteuil – F-92312 Sèvres Cedex

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2023

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs les membres du Bureau International des poids et Mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Directeur du Bureau international des poids et mesures (BIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du BIPM, ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que les notes d'annexes qui s'y rattachent, et
- l'exécution du budget.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du Directeur du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).



Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du BIPM au 31 décembre 2023, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net, des flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Paris La Défense, le 30 mai 2024

KPMG SA

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'BGRITON', written over a horizontal line.

Baudouin GRITON

Associé

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of euros)	Notes	31 December 2023	31 December 2022
Non-current assets			
Buildings	3	18 211	18 234
Scientific equipment	3	8 422	8 924
Intangible assets	3	716	897
Other property, plant and equipment	3	1 028	1 084
Member States contributions	5	1 086	1 196
Non-current financial assets	8	37	30
Non-current assets		29 500	30 365
Current assets			
Inventories and work in progress	4	274	289
Member States contributions	5	2 180	1 826
Subscriptions of Associates	6	105	(35)
Other receivables	7	538	501
Cash and cash equivalent	9	15 861	18 147
Current assets		18 958	20 150
Total Assets		48 458	50 515
Net Assets			
Net result for the period		(5 226)	3 157
Change in fair value	9	(4)	(50)
Other reserves		36 627	33 470
Net Assets		31 397	36 577
Non-current liabilities			
Non-current employee benefits	10	14 495	11 898
Supplementary sums from Member States	5	216	161
Non-current liabilities		14 711	12 059
Current liabilities			
Current employee benefits	10	357	345
Current payables	15	396	570
Other current creditors	11	1 597	964
Current liabilities		2 350	1 879
Total Liabilities		17 061	13 938

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of euros)	Notes	2023	2022
Operating revenue			
Contributions	5	13 026	12 897
Subscriptions	6	906	867
Other income	12	442	466
Total operating revenue		14 373	14 230
Operating expenses			
Staff	10	6 946	6 261
Change in health care and retirement indemnity provision	10	2 822	(5 311)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund	10	5 750	5 650
General services	13	1 096	1 123
Laboratory operating expenses		842	894
Building maintenance	16	540	498
Other operating expenses	14	179	530
Asset revaluation CGPM Resolution 5	5	0	0
Total operating expenses		18 175	9 645
EBITDA		(3 802)	4 585
EBITDA corrected for change in health care and retirement indemnity provision and asset revaluation			
		(980)	(726)
Depreciation and amortization		(1 418)	(1 418)
Result from operating activities	3	(5 220)	3 167
Financial expenses		6	10
Result from ordinary activities		(5 226)	3 157
Net result for the period		(5 226)	3 157

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	195	(127)	36 046
Allocation of prior period net result	(195)		195
Change in fair value		(80)	
Net result for the period	(5 877)		
Balance at 31 December 2014	(5 877)	(207)	36 241
Allocation of prior period net result	5 877		(5 877)
Change in fair value		209	
Change in other reserves for the period			(392)
Net result for the period	764		
Balance at 31 December 2015	764	2	29 970
Allocation of prior period net result	(764)		764
Change in fair value		(12)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	551		
Balance at 31 December 2016	551	(10)	30 734
Allocation of prior period net result	(551)		551
Change in fair value		(27)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	157		
Balance at 31 December 2017	157	(37)	31 285
Allocation of prior period net result	(157)		157
Change in fair value		(1)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	901		
Balance at 31 December 2018	901	(38)	31 442
Allocation of prior period net result	(901)		901
Change in fair value		(7)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	(1 420)		
Balance at 31 December 2019	(1 420)	(45)	32 343
Allocation of prior period net result	1 420		(1 420)
Change in fair value		(14)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	82		
Balance at 31 December 2020	82	(59)	30 923
Allocation of prior period net result	(82)		82
Change in fair value		10	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	1 085		
Balance at 31 December 2021	1 085	(49)	31 005
Allocation of prior period net result	(1 085)		1 085
Change in fair value		(1)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	3 157		
Balance at 31 December 2022	3 157	(50)	32 090
Allocation of prior period net result	(3 157)		3 157
Change in fair value		46	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	5 226		
Balance at 31 December 2023	5 226	(4)	35 247

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of euros)	Notes	2023	2022
Cash flows from operating activities			
Contributions		12 786	12 008
Subscriptions		833	1 222
VAT reimbursement		423	510
Other receipts		415	420
Staff		(7 053)	(6 482)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund		(5 750)	(5 650)
Suppliers		(3 120)	(3 139)
Other expenditure		(95)	(41)
Financial payments		(9)	(21)
Total cash flows from operating activities		(1 570)	(1 173)
Cash flows from investment activities			
Purchase of tangible and intangible assets		(772)	(810)
Proceeds from sale of tangible and intangible assets		0	0
Transfer of financial assets		0	0
Total cash flows from investment activities		(772)	(810)
Cash flows from financing activities			
		57	0
Total cash flows from financing activities		57	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent			
		(2 286)	(1 983)
Cash and cash equivalent at beginning of period		18 147	20 130
Cash and cash equivalent at end of period	9	15 861	18 147

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The mission and role of the BIPM

The BIPM is an intergovernmental organization established by the Metre Convention in 1875, through which Member States act together on matters related to measurement science and measurement standards.

The mission of the BIPM is to work with the NMIs of its Member States, the RMOs and strategic partners world-wide and to use its international and impartial status to promote and advance the global comparability of measurements for:

- Scientific discovery and innovation,
- Industrial manufacturing and international trade,
- Improving the quality of life and sustaining the global environment.

The objectives of the BIPM are set out in Resolution 3 of the 26th meeting of the General Conference on Weights and Measures (CGPM). They are to:

- represent the world-wide measurement community, aiming to maximize its uptake and impact,
- be a centre for scientific and technical collaboration between Member States, providing capabilities for international measurement comparisons on a shared-cost basis,
- be the coordinator of the world-wide measurement system, ensuring it gives comparable and internationally accepted measurement results.

Fulfilling the BIPM mission and objectives is complemented by its work in:

- capacity building, which aims to achieve a global balance between the metrology capabilities in Member States,
- knowledge transfer, which ensures that the work of the BIPM has the greatest impact.

Specific matters relating to tax

According to the Headquarters agreement (“Accord de siege”) with the French State, the BIPM benefits from a number of functional privileges and immunities to allow it to carry out its mission, in particular it is exempted from paying any direct tax.

The BIPM pays value added tax (VAT) according to the normal French legislation. However, the VAT is reimbursed by the French State for items that have been purchased that exceed a certain value and which are for the official use of the BIPM. The reimbursement is based on a list of paid invoices submitted every 3 months.

Imported items for the official use of the BIPM are exempted from import duties and VAT.

Specific events during the financial period

The year 2023 saw a return to inflation, which has been rising throughout the period, in the unsettled geo-economic landscape.

Note 2 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB), based on International Accounting Standards (IASs) and International Financial Reporting Standards (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2023 financial statements are all those standards effective for periods beginning on 1 January 2023 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM and therefore without impact on the financial statements).

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have also been prepared on the historical cost basis, except for the revaluation of certain tangible assets and for financial instruments measured at fair value.

Financial statements have been prepared in accordance with the provisions of the Metre Convention and its Annexed Regulations, Resolutions adopted by the CGPM, and CIPM decisions.

The main accounting policies adopted are set out below.

Revenue recognition

The dotation comprises the fixed and complementary parts mentioned in Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and covers general expenses related to the BIPM's mission and core activities of common interest to all Member States, including all operating, scientific equipment, maintenance and renovation of buildings and human resources expenditure.

Member States Contributions

The dotation is distributed among Member States according to Article 20 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and the decisions adopted by the CGPM at its 11th, 16th and 18th meetings.

The contributive part of each Member State for the financial period, which is notified to the Member States in the *“Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale”*, is determined following the method approved by the CGPM, based upon the Scale of Assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations adopted by the United Nations Organization in force at the time of the calculation of the Table of the contributive parts and for the period mentioned in the Scale of Assessment of the United Nations Organization. If such a Scale of Assessments is not yet available from the United Nations Organization for the period in question, the previous Scale of Assessments is maintained until such time that the new Scale of Assessments is available when the contribution will be re-calculated using the new Scale of Assessments and appropriate adjustments made in the next *NOTIFICATION*.

The contribution of each Member State cannot be less than a minimum nor higher than a maximum. The maximum and minimum amounts were set by the CGPM at its 11th meeting at 10 % and 0.5 % of the total dotation. Since the 16th meeting of the CGPM, these maximum and minimum have been re-evaluated at the beginning of each quadrennium by multiplying them by a factor of $100/(100 + x)$, where “x” is equal to the sum of percentages of repartition corresponding to Member States having acceded to the Metre Convention during the previous quadrennium.

The calculation of the Table of contributive parts takes also into account the obligation of Member States to pay supplementary sums to correct for the dotation not paid by any Member State that has been suspended. If a Member State previously in arrears by more than three years pays its arrears of contributions, then the advances made by the other Member States are returned to them.

The applicable provisions are the following: Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention, Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting and Resolution 7 (2011) adopted by the CGPM at its 24th meeting.

The outstanding contributions of excluded Member States are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting, an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution (see Note 6).

Article 6 paragraph 6 to 8 of the Regulations annexed to the Metre Convention provides for a mechanism for the distribution of the contribution of a State which has remained three years without paying its contribution. Paragraph 7 of Article 6 also provides for a suspension of the advantages and prerogatives conferred to the said State by accession to the Metre Convention.

Paragraph 8 of Article 6 provides that, after three more years, the State in arrears is excluded and the calculation of contributions is re-established in accordance with the provisions of Article 20 of the Regulations.

Contributions of new Member States

In accordance with Article 11 of the Metre Convention and the decision made by the CIPM at its 49th session, a State which becomes a Member State during the financial period is required to make an entry contribution equal to its first annual contribution and is required to make a contribution for the financial period in accordance with the above-mentioned regulations.

When an Associate State accedes to the Metre Convention, the entry contribution is reduced by an amount equal to its subscriptions paid as an Associate up to a maximum of 5 years subscription in accordance with Resolution 5 adopted by the CGPM at its 23rd meeting.

Subscriptions of Associates

In accordance with Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting, the Associate States and Economies of the CGPM pay an annual subscription to the BIPM to meet the cost of providing the services that the CIPM made available to them.

The assessed subscription of each State having acceded to the status of Associate prior to the adoption of new provisions voted by the CGPM in October 2011 at its 24th meeting (see Resolution 4 (2011)) is determined from its UN contribution, as for Member States, but with a minimum equal to 0.05 % of the annual dotation of the BIPM.

In accordance with Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting, during an initial 5-year period following the accession to the status of Associate of the CGPM, Associate States shall pay an annual subscription determined from their contributions to the United Nations Organization, as for States Parties to the Metre Convention, with a minimum equal to 0.1 % of the annual dotation of the BIPM. This decision is applicable to Associate States at the date of this meeting (October 2011) for the calculation of their subscription starting for the year 2013. After the above-mentioned initial 5-year period, if the CIPM considers, on the basis of the criteria it adopted, that it would be appropriate for an Associate State to become a State Party to the Metre Convention, the amount of subscription for such an Associate will be progressively and irreversibly increased each year so that it reaches, in five years, an amount equivalent to 90 % of the annual contribution it would pay as a State Party to the Metre Convention.

This progressive and irreversible increase is applicable starting on the 1st January of the second year following the CIPM decision to encourage an Associate State to become a State Party to the Metre Convention. The CIPM review of the situation of Associate States in 2011 has been used in application of the Resolution 4 (2011) and the first increase of the subscriptions became effective in 2013. Such increase does not apply to Associate States whose annual subscription is already equal to the contribution they would pay as a State Party to the Metre Convention. As long as an Associate State does not fulfil the above-mentioned criteria to be encouraged to become a State Party to the Metre Convention, it will continue to benefit from the advantages of the Associate status, as provided for in Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting (1999), and from the BIPM services that the CIPM made available to them, and its subscription will continue to be determined as during the initial 5-year period.

In October 2017 the CIPM decided (Decision CIPM/106-20) that when considering whether it is appropriate for an Associate State of the CGPM to be encouraged to accede to the Metre Convention and hence become a Member State, the CIPM will take into account a percentage higher than 0.02 on the “Scale of assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations” in addition to the criteria that it had previously adopted.

When the decision was taken some States with a percentage less than 0.02 were already on the escalator (six Associate States were paying enhanced subscriptions and three others were due to make the first step in 2018). To address this situation Decision CIPM/106-21 was taken:

‘The CIPM decided that an Associate State of the CGPM that does not meet the criteria set in Decision CIPM/106-20 and that has already been encouraged to accede to the Metre Convention, and as a result is paying an increased subscription, shall have its subscription reduced to the minimum for an Associate State. The reduction will come into force in 2018 and will not be retroactive.’

Following the implementation of CIPM Decisions CIPM/106-20 and CIPM/106-21 the current list of Associate States encouraged to accede and paying enhanced subscriptions includes seven states (Azerbaijan, Latvia, Luxembourg, Panama, Peru, the Philippines and Viet Nam).

An Associate three years in arrears with its subscription ceases to be an Associate; it may be reinstated on payment of these arrears.

Interest income

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable. Other income, including costs reimbursed by third parties, is recognized when it is acquired, either contractually, or in the absence of a contract, upon receipt.

Leasing

The BIPM does not have any finance leases.

Rentals payable under operating leases are recognized as charges on a straight-line basis over the term of the relevant lease, even if the payments are not made on such a basis.

Foreign currencies

Member State contributions and subscriptions of Associates are payable in euros or in a euro convertible currency. If they are paid in a euro convertible currency, they are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions, which means that the BIPM does not support the foreign currency risk on them.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the

settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance.

Intangible assets

Intangible assets include depreciable items such as databases, software, websites as well as certain development costs that meet the IPSAS 31 criteria.

Depreciable intangible assets are amortized using the straight-line method over their useful lives, usually estimated as 5 years for software.

Intangible assets considered to have finite useful life are carried at their costs less accumulated amortization and accumulated impairment losses.

Intangible assets with an indefinite useful life are carried at their costs less accumulated impairment losses. They are tested for impairment annually according to IPSAS 21, using the amortized replacement cost to estimate their recoverable service amount.

Tangible assets

Buildings

The BIPM has its headquarters in the grounds of the Pavillon de Breteuil granted to the BIPM by France in 1875 and located in a park that is in excess of four hectares in the *Domaine national de Saint-Cloud*.

Three out of the seven buildings of the BIPM are heritage assets. These are:

- the Pavillon de Breteuil built in 1672, entirely renovated in 1875;
- the Petit Pavillon built in 1672, entirely renovated in 1875 and partially renovated in 2007;
- the Observatoire built in 1878.

The four other buildings as well as the Nouvel Observatoire are non-historical heritage assets of the BIPM. These are:

- the Nouvel Observatoire, built in 1929,
- the Ionizing radiation building built in 1964, renamed the Marie Curie building,
- the Lasers building, built in 1984 and partially renovated in 2011
- the Nouveau Pavillon built in 1988,
- the Pavillon du Mail built in 2001.

The BIPM has a grant of tenure (*concession de jouissance*) signed on 4 October 1875 with France and amended in 1930 and 1964, which requires it to maintain the assets that have been granted as long as the BIPM operates on the site. The BIPM has the right to erect new buildings on the granted site. If a decision to relocate the BIPM were taken, the BIPM should return these buildings to France. No such decision has been taken so far, therefore the BIPM considers that it can use these buildings, and possibly build new ones, for the purpose of its activities, behaving as the owner of these buildings. The BIPM has chosen not to value the land granted in its financial statements.

The BIPM recognizes all of its buildings in tangible assets, considering, in accordance with IPSAS 17, that they are identifiable assets, controlled by the BIPM as a result of past events and which provide future economic benefits or service potential to the BIPM.

Heritage and non-heritage buildings are valued using the same method.

The specific components of heritage and non-heritage buildings are valued using the same method, according to their useful life, namely:

- Building structure: not depreciated;
- External painting/roof: 30 years;
- Boiler: 20 years;

- General and technical installations: 20 years;
- Fittings: 15 years.

The fair value valuation was performed on 1 January 2009 by an independent expert in order to determine the initial value of the BIPM buildings at that date.

A revaluation of buildings is performed by an independent expert every thirty years to ensure that the evolution of the heritage of the BIPM is well reflected in its Statement of financial position over the long term. The fair value used in connection with the building assessment of the BIPM is the depreciated replacement cost.

Scientific equipment

The BIPM has scientific equipment in order to accomplish its mission. Among scientific equipment, components are identified, each of them having a specific useful life, in line with the useful life of assets, from 5 years to 75 years, or indefinite for some standards.

Useful lives are reviewed on a regular basis and changes in estimates, when relevant, are accounted for on a prospective basis.

The cost of replacing part of an item of scientific equipment is recognized in the carrying amount of the item if it is probable that the future economic benefits embodied within the part will flow to the BIPM and its cost can be measured reliably. The costs of the day-to-day servicing of scientific equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Scientific equipment is measured at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, except for standards with an indefinite useful life which are revalued every 12 years.

Other property, plant and equipment

Other property, plant and equipment (PPE) of the BIPM include heritage assets of the BIPM, such as heritage scientific equipment which constitute heirloom equipment, formerly used in metrology, which are not depreciated and are revalued every thirty years by an independent expert, first fair value was made on 1 January 2009, as well as other property, plant and equipment measured at cost, less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, depreciated using the straight-line method over their estimated useful lives, from 2 years to 25 years.

The costs of the day-to-day servicing of property, plant and equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Impairment of tangible and intangible assets

Whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount of tangible and intangible assets may not be recoverable, an impairment test is performed. The purpose of this test is to compare the carrying value of the asset with its recoverable value.

An asset's recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell it and its value in use which is the present value of the future cash flows expected to be derived from the use of the asset or its disposal. Where the carrying amount of an asset exceeds its recoverable amount, an impairment loss is recognized in the Statement of financial performance.

After the impairment loss, the newly assessed asset is depreciated prospectively over its remaining life.

It is assessed, at each reporting date, whether there is any indication that an impairment loss recognized in prior periods for an asset may no longer exist or may have decreased. The carrying value of the assets, revised due to the increase of the recoverable value, cannot exceed the carrying amount that would have been determined (net of depreciation) had no impairment loss been recognized for the asset in prior periods. Such reversal is immediately recognized in the Statement of financial performance.

Inventories

Inventories are stated at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined using the first in first out method and includes expenditure incurred in acquiring the inventories, production or conversion costs.

In the case of manufactured inventories and work in progress, mainly mass prototypes, cost includes an appropriate share of production overhead based on normal operating capacity.

Net realizable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less the estimated costs of completion and selling expenses.

Member States contributions, Subscriptions of Associates and Other receivables

Member States contributions, subscriptions of Associates and other receivables are stated at amortized cost.

No allowance for loss is recorded with respect to receivables related to Member States contributions and subscriptions of Associates.

For all other receivables, an allowance for estimated irrecoverable amounts is established based on a review of outstanding amounts at the reporting date.

Financial assets

Financial assets include investments in bonds. They are valued on the face of the financial statements at their fair value, as assets available for sale. Fair value adjustments are recognized in a separate component of net assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consist of cash in the bank, cash, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued at their fair value. Fair value adjustments are recognized in Other income or Other operating expenses on the face of the Statement of financial performance.

Cash and cash equivalent comprise cash on hand and in banks, time deposits and other short-term highly liquid investments that are readily convertible to a known amount of cash and are subject to an insignificant risk of changes in value.

Cash and cash equivalent comprises:

- Carry forward of committed appropriations to the Budget of the ensuing financial period: Appropriations corresponding to expenditure committed but for which no payment has been made by the end of the current financial period, shall be carried forward automatically to the Budget of the ensuing financial period. Appropriations so carried forward shall be used only for the realization of the commitments that justified their carry forward (Financial Regulations, article 10);
- Reserve Fund: A Reserve Fund exists aimed at covering the fluctuations in payments of annual contributions from Member States. The Reserve Fund shall be financed by appropriations corresponding to expenditures that have not been committed, for which no payment has been made by the end of the current financial period, and that are not carried forward to the Budget of the ensuing financial period. The maximum amount of the Reserve Fund shall be determined by the CIPM when approving the Budget (Financial Regulations, article 16).

At its 2017 meeting, the CIPM decided that the Reserve Fund shall represent 50 % of the total sum of the dotation of the ensuing financial period;

- Capital Investment Fund: A Capital Investment Fund exists aimed at supporting the infrastructure of the BIPM and includes depreciation of equipment, any other additional capital investment needed, and any unexpected expenses. The source of finance of this Fund shall be whatever sums the CIPM may decide to transfer from the Reserve Fund and the entry contribution paid by States acceding to the BIPM representing their support to the infrastructure of the BIPM (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Capital Investment Fund shall be constituted of the remaining funds. Sums shall be automatically transferred from the Capital Investment Fund to the Reserve Fund or from the Reserve Fund to the Capital Investment Fund to be in accordance with the CIPM decision, which shall be in force until such time that the CIPM decides otherwise.

Financial risks

The BIPM has developed risk management policies in accordance with its Financial Regulations. The BIPM is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Credit risk represents the risk of default of payment of contributions by Member States and Associates. It is limited because of the provisions of Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention on the advances made by Member States for failure of payment obligations of a defaulting Member State.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Employee benefits

BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM accounts for pension costs related to the BIPM Pension and Provident Fund as expenses.

Retirement indemnity provision

Upon retirement, staff recruited before 1 January 2010, over the age of 50 shall receive a retirement indemnity equal to a fraction of salary defined in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*. The retirement indemnity provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for retirement indemnity of the said staff members. The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

Staff members who retire, and who are affiliated to the insurance scheme on leaving service and who do not have any gainful occupation, can continue to benefit from the health and funerals expenditures insurance. The health insurance provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for health insurance of the said staff members. The changes in the health insurance provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision (see Note 10).

The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Social Loans Fund

Social loans, from the Social Loans Fund, created by the CIPM in 1973 to grant social loans to staff members, are presented in Staff social loans on the face of the Statement of financial position.

Borrowings

The BIPM does not have any borrowings. If the Member States decided the use of borrowings, borrowings would be recognized at amortized cost.

Other non-current liabilities

Other non-current liabilities are recognized at amortized cost.

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on the following items:

- fair value of financial instruments;
- fair value of tangible and intangible assets as at 1 January 2009: buildings, heritage assets, standards, databases etc. The BIPM uses external experts for the valuation of these assets;
- provisions for employee benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined benefit plan involve financial assumptions (discount rate, rate of return on assets, medical costs trend rate) and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate, etc. The BIPM uses an external independent actuary in the assessment of these assumptions;
- accrued charges;
- contingent assets and liabilities;
- provisions for litigation. The litigation and claims to which the BIPM is exposed are internally assessed. In certain situations, the BIPM may seek the assistance of external specialized lawyers;
- impairment tests.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 3 Intangible and tangible assets

(in thousands of euros)	Intangible assets	Standards	Scientific equipment	Machine tools	Vehicles	Office equip. and furniture	IT	Heritage assets	Scientific equip. under development	SUB-TOTAL	Buildings	TOTAL
Gross value 01/01/2022	1 765	7 401	15 087	1 058	110	730	1 130	485	0	27 766	24 328	52 094
Accumulated depreciation	(683)	(2 954)	(10 077)	(937)	(107)	(504)	(875)	0	0	(16 137)	(6 182)	(22 319)
Net value 01/01/2022	1 082	4 447	5 010	122	3	226	254	485	0	11 629	18 146	29 775
Additions	46	8	291	6	0	22	123	0	0	496	373	869
Disposals – gross value	(3)	(1)	(1 734)	(39)	0	(1)	(51)	0	0	(1 829)	(2)	(1 831)
Depreciation Disposals – accumulated depreciation	(231)	(69)	(680)	(24)	(1)	(27)	(101)	0	0	(1 133)	(285)	(1 418)
	3	0	1 652	36	0	0	51	0	0	1 742	2	1 744
Net value 31/12/2022	897	4 385	4 539	100	2	220	277	485	0	10 905	18 234	29 139
Gross value 01/01/2023	1 808	7 407	13 644	1 025	110	751	1 202	485	0	26 432	24 699	51 131
Accumulated depreciation	(912)	(3 023)	(9 104)	(925)	(108)	(531)	(925)	0	0	(15 528)	(6 465)	(21 993)
Net value 01/01/2023	897	4 385	4 539	100	2	220	277	485	0	10 905	18 234	29 139
Additions	50	39	176	2	0	9	95	0	0	371	284	655
Disposals – gross value	(60)	(726)	(316)	(324)	0	0	(106)	0	0	(1 532)	0	(1 532)
Depreciation Disposals – accumulated depreciation	(231)	(69)	(643)	(20)	(1)	(25)	(121)	0	0	(1 110)	(308)	(1 418)
	60	726	310	308	0	0	105	0	0	1 509	0	1 509
Net value 31/12/2023	716	4 355	4 066	66	1	204	250	485	0	10 143	18 210	28 353
Gross value 31/12/2023	1 798	6 720	13 504	703	110	760	1 191	485	0	25 271	24 983	50 254
Accumulated depreciation	(1 083)	(2 366)	(9 437)	(637)	(109)	(556)	(941)	0	0	(15 129)	(6 773)	(21 902)

Intangible assets

For the periods presented, intangible assets include software, the website and the databases.

Tangible assets

Since 2016, the BIPM has set a minimum threshold below which additions are not included in the BIPM assets but are charged as expenses.

Standards and scientific equipment

As of 31 December 2023, the Ionizing Radiation Department was using 17 sealed sources.

Buildings

In 2023, major investments in Buildings were:

- the renovation of laboratories in the Observatory building for the Physical Metrology Department,
- the renovation of laboratories in the Marie Curie building for the Ionizing Radiation Department,

- rewaterproofing the flat roof on the Marie Curie building,
- the restoration of the Pavillon de Breteuil façade and stone base adjacent to the garden,
- installation of access control systems for all buildings.

In 2022, major investments in Buildings were:

- the restoration of the Pavillon de Breteuil façade adjacent to the courtyard,
- updating the Nouveau Pavillon lift to comply with security requirements,
- the replacement of all windows in the Marie Curie building to improve thermal and acoustic insulation,
- the renovation of the library in the Marie Curie building.

Note 4 Inventories and work in progress

A breakdown of inventories and work in progress is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2023	31 December 2022
Inventories and work in progress		
Raw materials	200	216
Accessories for prototypes	11	11
Work in progress	62	62
Other	0	0
Total Inventories and work in progress	273	289

Raw materials are precious metals and work in progress concerns mainly mass prototypes.

The change in the inventories and work in progress is as follows:

(in thousands of euros)	2023	2022
At 1 January	289	420
Movement of the year	(16)	(131)
At 31 December	273	289

At the beginning of 2024, the BIPM received from Johnson Matthey an estimated updated realizable value. As this value was lower than in 2017, the unit value of the platinum-iridium inventory was reduced.

Note 5 Member States Contributions

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2023	12 months ended 31 December 2022
Contributions	13 026	12 897
Accession Member State	0	0
Total	13 026	12 897

Contributions

The total sum of the contributions recognized in 2023 is equivalent to that given in the *NOTIFICATION* for 2023.

The total sum of the contributions recognized in 2022 exceeded that given in the *NOTIFICATION* for 2022 as Costa Rica became a Member State on 5 September 2022, bringing the number of Member States to 64. Costa Rica had been an Associate State of the CGPM since 2004.

On the asset side, the breakdown of Member States Contributions, outstanding at the end of the period is as follows:

	31 December 2022	31 December 2022	31 December 2022	31 December 2022
	(non-current part)	(current part)	Total discounted value	Total nominal value
(in thousands of euros)				
Bolivarian Republic of Venezuela	560	0	560	560
Other Member States	636	1 826	2 462	2 462
Total Member States Contributions	1 196	1 826	3 022	3 022

	31 December 2023	31 December 2023	31 December 2023	31 December 2023
	(non-current part)	(current part)	Total discounted value	Total nominal value
(in thousands of euros)				
Bolivarian Republic of Venezuela	560	0	560	560
Other Member States	526	2 180	2 706	2 706
Total Member States Contributions	1 086	2 180	3 266	3 266

On the liability side, the breakdown of Advances from Member States is as follows:

	31 December 2022	31 December 2022	31 December 2022	31 December 2022
	(non-current part)	(current part)	Total discounted value	Total nominal value
(in thousands of euros)				
Bolivarian Republic of Venezuela	161	0	161	161
Total Advances from Member States	161	0	161	161

	31 December 2023	31 December 2023	31 December 2023	31 December 2023
	(non-current part)	(current part)	Total discounted value	Total nominal value
(in thousands of euros)				
Dominican Republic	55	0	55	55
Bolivarian Republic of Venezuela	161	0	161	161
Total Advances from Member States	216	0	216	216

One of the main obligations of a Member State of an intergovernmental organization is to fulfil its financial obligations. Indeed, Article 9 of the Metre Convention states that the annual expenses for the maintenance of the International Bureau of Weights and Measures shall be covered by the contributions of the States Parties to the Metre Convention.

The Metre Convention provides for a mechanism for the distribution of the contribution of a State which has remained three years without paying its contribution and for the suspension of the advantages and prerogatives conferred to the said State. This important and unique procedure allows the BIPM to continue to fulfil its mission in the event that a State Party to the Metre Convention fails to make the payment of its contribution for more than three years.

This provision has been applied for the Republic of Cameroon (excluded on 22 October 2012), the Democratic People's Republic of Korea (excluded on 22 October 2012), the Dominican Republic (excluded on 31 December 2014) and the Bolivarian Republic of Venezuela (excluded on 14 November 2018).

A breakdown of arrears from excluded Member States is as follows:

(in thousands of euros)	1 - 3 years	4 - 6 years	Payments after exclusion	Total
Democratic People's Republic of Korea	99	96	0	194
Bolivarian Republic of Venezuela	406	152	0	558
Dominican Republic	0	0	(124)	(124)
Republic of Cameroon	0	0	(28)	(28)
Total Excluded Member States Arrears	504	248	(152)	600

Note 6 Subscriptions of Associate States and Economies

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2023	12 months ended 31 December 2022
Subscriptions of Associates	906	867

The total sum of subscriptions recognized in 2023 was equivalent to that given in the *NOTIFICATION* for 2023.

The total sum of subscriptions recognized in 2022 exceeded that given in the *NOTIFICATION* for 2022. Zimbabwe was reinstated as an Associate State of the CGPM on 8 February 2022 after the settlement of its arrears, bringing the number of Associate States to 36. Cuba and Sudan were excluded on 1 January 2022 due to arrears since 2018 and 2019 respectively. Seychelles wished to withdraw from Associate status on 1 January 2022. Costa Rica became a Member State and was therefore no longer an Associate of the CGPM in 2022.

On the asset side, the breakdown of Associates States and Economies Subscriptions, outstanding at the end of the period, is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2022 (non-current part)	31 December 2022 (current part)	31 December 2022 Total Nominal value
Other Associates	(157)	122	(35)
Total Subscriptions of Associates	(157)	122	(35)

(in thousands of euros)	31 December 2023 (non-current part)	31 December 2023 (current part)	31 December 2023 Total Nominal value
Other Associates	13	93	105
Total Subscriptions of Associates	13	93	105

The arrears of Associate States are considered as outstanding in the year of exclusion. It concerns Yemen (in 2018), Cuba (in 2022) and Sudan (in 2022). The sums remain due to the BIPM.

Note 7 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2023	31 December 2022
VAT receivable	305	217
Prepayments	218	240
Other receivables	15	44
Total Other receivables	538	501

Note 8 Financial assets

A breakdown of fair value of financial assets is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2023	31 December 2022
Receivables of the Social Loans Fund	37	30
Total	37	30

Note 9 Cash and cash equivalent

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of euros)			Total
	Euros	GBP	31 December 2023
Cash	13 989	62	14 050
Cash equivalent	1 712	99	1 811
Total	15 701	161	15 861

(in thousands of euros)			Total
	Euros	GBP	31 December 2022
Cash	16 227	160	16 387
Cash equivalent	1 667	93	1 760
Total	17 894	253	18 147

At 31 December 2023, the fair value of the HSBC portfolio held by the BIPM increased by 46 thousand euros compared to its value on 31 December 2022.

A breakdown of cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2023	31 December 2022
Carry forward of committed appropriations to the ensuing financial periods	324	318
Invoices not received as at 31 December	182	111
Current payables	396	570
Payables - Employee benefits	334	320
Other payables	397	279
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	1 172	1 182
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	63	131
<i>Sub-total Advances and prepayments</i>	<i>2 868</i>	<i>2 911</i>
Reserve Fund for Health Insurance	242	242
Reserve Fund	6 581	6 365
Unreserved cash (Ex-Capital Investment Fund)	6 170	8 629
<i>Sub-total Reserves</i>	<i>12 993</i>	<i>15 236</i>
Total	15 861	18 147

Note 10 Employee benefits

Staff cost

(in thousands of euros)	2023	2022
Salaries	5 121	4 886
Family and social allowances	1 193	892
Social contributions	384	369
Current staff cost	6 698	6 147
Staff cost included in BIPM assets during the period	0	0
Staff operating expenses	6 698	6 147
Subsistence allowance to the staff seconded to the BIPM	248	114
Change in health insurance provision	2 749	(5 282)
Change in retirement indemnity provision	73	(29)
Total staff cost	9 768	950

Number of staff

	31 December 2023	31 December 2022
Staff members under indefinite-term appointment	65	65
Staff members under fixed-term appointment	3	4
Staff seconded to the BIPM	13	7
Total number of staff	81	76

Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounts to 5 750 thousand euros in 2023 and to 5 650 thousand euros in 2022.

This amount includes an exceptional contribution of 3 150 thousand euros from the unreserved cash, pursuant to the Decision CIPM/112-31.

Current employee benefits

(in thousands of euros)	31 December 2023	31 December 2022
Annual leave provision	324	318
Retirement indemnity provision	23	25
Other current employee benefits	10	2
Total current employee benefits	357	345

Changes in the annual leave provision are included in salaries.

Non-current employee benefits

(in thousands of euros)	31 December 2023	31 December 2022
Retirement indemnity provision	330	281
Health insurance provision	14 165	11 617
Total non-current employee benefits	14 495	11 898

Retirement indemnity provision

The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

In 2023, the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years: previous review was in 2019. The BIPM

performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation.

The following tables set out the changes in the accumulated benefits obligation concerning the health insurance, the amounts recognized in the Statement of financial position, in the Statement of financial performance, the evolution of actuarial gains and losses and the main actuarial assumptions used.

(in thousands of euros)	31 December 2023	31 December 2022
<i>In the Statement of financial position</i>		
Health insurance provision	14 165	11 617
Health insurance provision	14 165	11 617
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	339	638
Interest costs	420	167
Actuarial (Gains) losses	1 789	(6 272)
Change in health insurance provision	2 548	(5 467)
<i>Main actuarial assumptions (expressed as weighted averages)</i>		
Discount rate at the end of the period (Iboxx Corporate Bonds AA 10+)	3.15 %	3.75 %
Health cost increase (medical cost increase only, the impact of the aging of the population is taken into account in the model)	2.75 %	2.50 %

Assumed healthcare cost trends have a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position. A one percentage point change in assumed healthcare cost trend rates would have the following effects:

(in thousands of euros)	One percentage point increase	One percentage point decrease
Impact on health insurance provision	4 208	(3 166)

Note 11 Other current creditors

A breakdown of Other current creditors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2023	31 December 2022
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	1 172	1 182
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	63	131
Other	362	(349)
Total Other current creditors	1 597	964

Note 12 Other income

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2023	12 months ended 31 December 2022
Other income		
<i>Metrologia</i>	151	144
Interest revenue	8	4
Grants	77	152
Meeting registration fees	7	0
Fair value adjustments on financial assets	0	0
Sale of prototypes	0	128
Advances on the subscriptions of excluded Associate States	149	0
Foreign currency conversion gain	5	1
Other	44	37
Total Other income	442	466

Grants

In 2023, the BIPM received a grant of 50 thousand euros for participation of the *International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) in the Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine (JCTLM) secretariat.

Sale of prototypes

No prototype was sold in 2023.

Note 13 General services

General services' expenses are detailed as follows:

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2023	12 months ended 31 December 2022
General services		
Heating, water, electricity	457	318
Insurances	37	44
Publications	1	7
Office expenses	222	162
Meeting expenses	125	420
Capacity Building Knowledge Transfer Program	40	26
Travel and transportation of equipment	196	125
Library	18	21
Bureau of the CIPM	0	0
Total General services	1 096	1 123

In 2023, meeting expenses were lower than in 2022, the year when the CGPM was held.

Note 14 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2023	12 months ended 31 December 2022
Other operating expenses		
Inventory variation	16	131
Platinum-iridium	0	0
Audit/review	135	55
Fair value adjustments on financial assets	0	0
Unwinding of the discount	0	0
Foreign currency conversion loss	4	17
Net value of scrapped or sold assets	23	86
Other	1	241
Total Other operating expenses	179	530

Note 15 Current payables

(in thousands of euros)	31 December 2023	31 December 2022
French suppliers	346	536
Foreign suppliers	50	34
Total Other current payables	396	570

Supplier invoices are recorded at their date of issue and concern all suppliers other than the BIPM staff members.

Note 16 Building maintenance

(in thousands of euros)	31 December 2023	31 December 2022
Service contracts	335	325
Other	205	173
Total Building maintenance	540	498

2023 BUDGET OUTTURN

(in thousands of euros)	Actual amounts 2023	Budget 2023	Difference
PRODUITS/REVENUE	A	B	A-B
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	13 026	13 085	(59)
2. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	906	895	11
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	442	225	217
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	14 374	14 205	169
CHARGES/EXPENSES			
A. Personnel/Staff	6 972	7 763	(791)
A.5 Fournisseurs sous contrats / <i>Contract suppliers</i>	336	385	(49)
	7 308	8 148	(840)
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 750	2 750	0
C. Fonctionnement/Site expenses			
C.1 Frais généraux/ <i>Site services</i>	494	387	107
C.2 Frais de bureau/ <i>Office services</i>	141	165	(24)
C.3 Informatique/IT	131	90	41
C.4 Plateforme informatique ILC/ <i>ILC IT Platform</i>	87	80	7
C.5 Bâtiments (entretien et rénovation)/ <i>Buildings (maintenance and renovation)</i>	204	182	22
	1 057	904	153
D. Coordination et communication/Coordination and communication			
D.1 Publications / <i>Publications</i>	10	17	(7)
D.2 Bibliothèque / <i>Library</i>	18	30	(12)
D.3 Transformation numérique / <i>Digital transformation</i>	72	70	2
D.4 Frais de réunion / <i>Cost of meetings</i>	125	150	(25)
D.5 CBKT	38	61	(23)
D.6 Voyages / <i>Travels</i>	47	65	(18)
	310	393	(83)
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses			
E.1 Laboratoires / <i>Laboratory operating</i>	594	660	(66)
E.2 Atelier / <i>Workshop</i>	20	20	
E.3 Voyages / <i>Travels</i>	107	113	(6)
E.4 Transport de matériel / <i>Transport of material</i>	42	50	(8)
	763	843	(80)
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	317	295	22
G. Investissements - site/Site investment			
G.1 Investissements - informatique / <i>IT capital</i>	12	25	(13)
G.2 Investissements - bâtiments / <i>Building capital</i>	350	433	(83)
	362	458	(96)
H. Divers/Miscellaneous	145	468	(323)
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	13 013	14 259	(1 246)
SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE / BUDGET SURPLUS/DEFICIT	1 361	(54)	1 415

The 2023 budget was approved and revised by the CIPM in June 2022 (Decision CIPM/111-07). It included total expenses for 2023 amounting to 14 259 thousand euros and total revenue amounting to 14 205 thousand euros.

Budget outturn

Revenue

Revenue corresponds to the total operating revenue in the Statement of financial performance except foreign currency conversion gains, unwinding of the discount and fair value adjustment.

Expenditures

Expenditures correspond to the total operating expenses in the Statement of financial performance except:

- Depreciation and amortization,
- Changes in the inventories and work in progress,
- Changes in provisions such as health insurance provisions, annual leave provision,
- Participation in payment of health insurance contributions from pensioners taken from the Reserve Fund for Health Insurance,
- Staff costs included in BIPM assets during the period,
- Foreign currency conversion loss,
- Unwinding of the discount,
- Fair value adjustment,
- Loss on disposal of tangible and intangible assets,

plus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included.

Expenses

Expenses correspond to expenditures restated:

- minus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included,
- plus depreciation and amortisation.

The 2023 budget outturn shows a net result of 1 361 thousand euros.

3. — CONTRIBUTIONS SETTLED IN 2023 (EUROS)

États Membres / Member States	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2021	2022	2023	2024
Afrique du Sud / South Africa	02/06/2023			58 944	
Allemagne / Germany	22/02/2023			1 048 323	
Arabie saoudite / Saudi Arabia	21/02/2023			204 318	
Argentine / Argentina					
Australie / Australia	19/05/2023			345 703	
Autriche / Austria	10/11/2023				112 810
Belgique / Belgium	15/02/2023			142 683	
Bésil / Brazil	17/01/2023	313 435			
Bésil / Brazil	10/08/2023	9 662			
Bésil / Brazil	16/10/2023		455 913		
Bésil / Brazil	27/12/2023			199 655	
Bulgarie / Bulgaria	30/03/2023			58 944	
Canada	21/12/2023				436 619
Chili / Chile	30/10/2023			73 837	
Chine / China	08/05/2023			1 178 021	
Colombie / Colombia	31/05/2023			58 944	
Croatie / Croatia	16/02/2023			58 944	
Danemark / Denmark	02/02/2023			94 417	
Égypte / Egypt	01/09/2023			58 944	
Émirats arabes unis / United Arab Emirates	21/11/2023			111 533	
Espagne / Spain	27/02/2023			363 091	
États-Unis d'Amérique / United States of America	09/02/2023		816 520		
États-Unis d'Amérique / United States of America	31/08/2023			353 436	
Fédération de Russie / Russian Federation					
Finlande / Finland	25/01/2023			70 695	
France	24/05/2023			721 588	
Grèce / Greece	24/11/2023			58 944	
Hongrie / Hungary					
Inde / India	14/03/2023			211 017	
Indonésie / Indonesia	06/03/2023			94 815	
Irak / Iraq					
Iran (République islamique d') / Iran (Islamic Republic of)					
Irlande / Ireland	19/12/2023				72 936
Israël / Israel					
Italie / Italy	11/05/2023			527 119	
Japon / Japan	17/05/2023			1 178 121	
Kazakhstan	20/06/2023			58 944	
Kenya	03/03/2023			58 944	
Kenya	05/05/2023				58 944
Lituanie / Lithuania					
Malaisie / Malaysia	26/05/2023			58 944	
Mexique / Mexico	03/07/2023			197 830	
Monténégro / Montenegro	22/12/2023				58 736
Monténégro / Montenegro	29/12/2023				1 016
Norvège / Norway	21/12/2023				112 810
Nouvelle-Zélande / New Zealand	24/05/2023	57 783	58 361		
Pakistan					
Pays-Bas / Netherlands					
Pologne / Poland	21/12/2023				139 060
Portugal	22/12/2023			58 944	
Portugal	22/12/2023				59 752
République de Corée / Republic of Korea	28/06/2023			314 482	
Roumanie / Romania	24/04/2023			58 944	
Royaume-Uni / United Kingdom	03/02/2023			718 500	
Serbie / Serbia	07/02/2023			58 944	
Singapour / Singapore					
Slovaquie / Slovakia	28/12/2023				59 752
Slovénie / Slovenia	20/11/2023				59 752
Suède / Sweden	07/02/2023			143 542	
Suisse / Switzerland	18/01/2023			191 302	
Tchéquie / Czechia	02/02/2023			58 944	
Thaïlande / Thailand	24/01/2023			61 485	
Tunisie / Tunisia	13/01/2023	57 783			
Türkiye	10/03/2023			63 161	
Ukraine	06/06/2023		58 361		
Ukraine	08/08/2023			58 944	
Uruguay / Uruguay	01/08/2023			58 944	
Total		438 663	1 389 155	9 492 834	1 172 187
Contributions		12 653 439	12 838 336	12 730 941	

États ayant adhéré après la 26^e réunion de la CGPM (2018)
States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)

Bélarus / Belarus					
Costa Rica					
Équateur / Ecuador	08/03/2023	4 825	53 659		
Équateur / Ecuador	21/03/2023	4 702	52 109		
Équateur / Ecuador	04/05/2023		1 176		
Estonie / Estonia	20/02/2023			58 944	
Maroc / Morocco	24/03/2023		58 361	58 944	

4. — OUTSTANDING CONTRIBUTIONS AS AT 31 DECEMBER 2023 (EUROS)

États Membres / Member States	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
	2020	2021	2022	2023
Afrique du Sud / South Africa				
Allemagne / Germany				
Arabie saoudite / Saudi Arabia				
Argentine / Argentina		140 034	141 506	92 648
Australie / Australia				
Autriche / Austria				
Belgique / Belgium				
Brésil / Brazil				
Bulgarie / Bulgaria				
Canada				
Chili / Chile				
Chine / China				
Colombie / Colombia				
Croatie / Croatia				
Danemark / Denmark				
Égypte / Egypt				
Émirats arabes unis / United Arab Emirates				
Espagne / Spain				
États-Unis d'Amérique / United States of America				824 685
Fédération de Russie / Russian Federation				235 758
Finlande / Finland				
France				
Grèce / Greece				
Hongrie / Hungary				
Inde / India				
Indonésie / Indonesia				
Irak / Iraq			578	58 944
Iran (République islamique d') / Iran (Islamic Republic of)			57 866	59 271
Irlande / Ireland				
Israël / Israel				106 920
Italie / Italy				
Japon / Japan				
Kazakhstan				
Kenya				
Lituanie / Lithuania				
Malaisie / Malaysia				
Mexique / Mexico				
Monténégro / Montenegro				
Norvège / Norway				
Nouvelle-Zélande / New Zealand				58 944
Pakistan	11 895	57 783	58 361	58 944
Pays-Bas / Netherlands				238 736
Pologne / Poland				
Portugal				
République de Corée / Republic of Korea				173 190
Roumanie / Romania				
Royaume-Uni / United Kingdom				
Serbie / Serbia				
Singapour / Singapore				89 130
Slovaquie / Slovakia				
Slovénie / Slovenia				
Suède / Sweden				
Suisse / Switzerland				
Tchéquie / Czechia				
Thaïlande / Thailand				
Tunisie / Tunisia			58 361	58 944
Türkiye				
Ukraine				
Uruguay / Uruguay				
Total	11 895	197 817	316 672	2 056 114
Contributions	12 446 006	12 653 439	12 838 336	12 730 941
<i>États ayant adhéré après la 26^e réunion de la CGPM (2018)</i>				
<i>States having acceded after the 26th meeting of the CGPM (2018)</i>				
Bélarus / Belarus				58 944
Costa Rica				58 944
Équateur / Ecuador				5 659
Estonie / Estonia				
Maroc / Morocco				

5. — SUBSCRIPTIONS SETTLED IN 2023 (EUROS)

Associés / Associates	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2021	2022	2023	2024
Albanie / Albania	12/04/2023			12 721	
Azerbaïdjan / Azerbaijan	18/09/2023		20 589		
Bangladesh					
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	29/03/2023			12 605	126
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	22/05/2023			12 731	
Botswana					
Cambodge / Cambodia	17/08/2023			12 731	
CARICOM	20/11/2023			10 603	
Éthiopie / Ethiopia	01/02/2023		12 605	12 731	
Géorgie / Georgia	18/04/2023			12 731	
Ghana					
Hong Kong, Chine / Hong Kong, China					
Jamaïque / Jamaica	06/02/2023			12 731	
Koweït / Kuwait	11/04/2023			37 234	
Lettonie / Latvia	27/12/2023				49 633
Luxembourg	12/12/2023			20 795	
Macédoine du Nord / North Macedonia	27/12/2023			12 605	
Macédoine du Nord / North Macedonia	27/12/2023				556
Malte / Malta					
Maurice / Mauritius	19/01/2023			12 731	
Mongolie / Mongolia	15/12/2023			12 731	
Namibie / Namibia	19/06/2023			12 731	
Oman	28/11/2023	17 609	17 785	18 364	
Ouzbékistan / Uzbekistan	31/07/2023			12 731	
Panama	27/02/2023			53 050	
Paraguay	17/05/2023			520	12 211
Pérou / Peru	19/01/2023		7 359		
Pérou / Peru	24/01/2023			53 050	
Philippines	15/03/2023			53 050	
Qatar	22/03/2023			43 992	
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic					
République de Moldova / Republic of Moldova	20/04/2023			12 731	
Sri Lanka	03/04/2023		12 605		
Sri Lanka	25/07/2023			12 731	
Taipei chinois / Chinese Taipei	10/03/2023			134 924	
Tanzanie (République-Unie de) / Tanzania (United Republic of)	04/05/2023			12 714	
Viet Nam	18/04/2023			53 050	
Zambie / Zambia					
Zimbabwe	02/01/2023			12 731	
Total		17 609	70 943	682 048	62 526
Souscriptions / Subscriptions		980 459	945 727	905 765	

6. — OUTSTANDING SUBSCRIPTIONS AS AT 31 DECEMBER 2023 (EUROS)

Associés / Associates	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS	
	2022	2023
Albanie / Albania		
Azerbaïdjan / Azerbaijan		28 858
Bangladesh	12 605	12 731
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)		
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina		
Botswana		12 731
Cambodge / Cambodia		
CARICOM		
Éthiopie / Ethiopia		
Géorgie / Georgia		
Ghana		12 731
Hong Kong, Chine / Hong Kong, China		
Jamaïque / Jamaica		
Koweït / Kuwait		
Lettonie / Latvia		
Luxembourg		
Macédoine du Nord / North Macedonia		
Malte / Malta		
Maurice / Mauritius		
Mongolie / Mongolia		
Namibie / Namibia		
Oman		
Ouzbékistan / Uzbekistan		
Panama		
Paraguay		
Pérou / Peru		
Philippines		
Qatar		
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic		12 731
République de Moldova / Republic of Moldova		
Sri Lanka		
Taipei chinois / Chinese Taipei		
Tanzanie (République-Unie de) / Tanzania (United Republic of)		
Viet Nam		
Zambie / Zambia		12 731
Zimbabwe		
Total	12 605	92 513
Souscriptions / Subscriptions	945 727	905 765

7. — BUDGET FOR 2024

(in thousands of euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États Membres/Contributions from Member States	13 281
2. Souscriptions des Associés/Subscriptions from Associates	903
3. Recettes diverses/Miscellaneous income	347
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	14 531
CHARGES/EXPENSES	
A. Personnel/Staff	7 858
A5. Fournisseurs sous contrat/Contract suppliers	361
	8 148
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 700
C. Fonctionnement - site/Site expenses	
C.1 Frais généraux/Site services	
C.2 Frais de bureau/Office services	
C.3 Informatique/IT	
C.4 Plateforme informatique ILC/ILC IT platform	
C.5 Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)	1 026
D. Coordination et communication/Coordination and communication	
D.1 Publications/Publications	
D.2 Bibliothèque/Library	
D.3. Transformation digitale/Digital transformation	
D.4 Frais de réunion/Cost of meetings	
D.5 CBKT	
D.6 Voyages/Travels	570
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses	
E.1 Laboratoires/Laboratory operating	
E.2 Atelier/Workshop	
E.3 Voyages/Travels	
E.4 Transport de matériel/Transport of material	800
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	900
G. Investissements - site/Site investment	
G.1 Investissements - informatique/IT capital	
G.2 Investissements - bâtiments/Building capital	400
H. Divers/Miscellaneous	260
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	14 514
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	17

8. — TABLE OF REPARTITION OF THE DOTATION FOR 2024

État Membre		UN Scale for 2022-2024	Contribution for 2024/€	Member State
Afrique du Sud	*	0.244	59 752	South Africa
Allemagne		6.111	1 015 289	Germany
Arabie saoudite		1.184	196 711	Saudi Arabia
Argentine		0.719	119 456	Argentina
Australie		2.111	350 724	Australia
Autriche		0.679	112 810	Austria
Bélarus	*	0.041	59 752	Belarus
Belgique		0.828	137 565	Belgium
Brésil		2.013	334 442	Brazil
Bulgarie	*	0.056	59 752	Bulgaria
Canada		2.628	436 619	Canada
Chili		0.420	69 779	Chile
Chine	*	15.254	1 195 828	China
Colombie	*	0.246	59 752	Colombia
Croatie	*	0.091	59 752	Croatia
Danemark		0.553	91 876	Denmark
Égypte	*	0.139	59 752	Egypt
Émirats arabes unis		0.635	105 500	United Arab Emirates
Équateur	*	0.077	59 752	Ecuador
Espagne		2.134	354 545	Spain
Estonie	*	0.044	59 752	Estonia
États-Unis d'Amérique	*	22.000	1 195 828	United States of America
Fédération de Russie		1.866	310 020	Russian Federation
Finlande		0.417	69 281	Finland
France		4.318	717 398	France
Grèce	*	0.325	59 752	Greece
Hongrie	*	0.228	59 752	Hungary
Inde		1.044	173 451	India
Indonésie		0.549	91 212	Indonesia
Irak	*	0.128	59 752	Iraq
Iran (République islamique d')		0.371	61 638	Iran (Islamic Republic of)
Irlande		0.439	72 936	Ireland
Israël		0.561	93 205	Israel
Italie		3.189	529 824	Italy
Japon	*	8.033	1 195 828	Japan
Kazakhstan	*	0.133	59 752	Kazakhstan
Kenya	*	0.030	59 752	Kenya
Lituanie	*	0.077	59 752	Lithuania
Malaisie	*	0.348	59 752	Malaysia
Maroc	*	0.055	59 752	Morocco
Mexique		1.221	202 858	Mexico
Monténégro	*	0.004	59 752	Montenegro
Norvège		0.679	112 810	Norway
Nouvelle-Zélande	*	0.309	59 752	New Zealand
Pakistan	*	0.114	59 752	Pakistan
Pays-Bas		1.377	228 776	Netherlands
Pologne		0.837	139 060	Poland
Portugal	*	0.353	59 752	Portugal
République de Corée		2.574	427 647	Republic of Korea
Roumanie	*	0.312	59 752	Romania
Royaume-Uni		4.375	726 868	United Kingdom
Serbie	*	0.032	59 752	Serbia
Singapour		0.504	83 735	Singapore
Slovaquie	*	0.155	59 752	Slovakia
Slovénie	*	0.079	59 752	Slovenia
Suède		0.871	144 709	Sweden
Suisse		1.134	188 404	Switzerland
Tchéquie	*	0.340	59 752	Czechia
Thaïlande		0.368	61 140	Thailand
Tunisie	*	0.019	59 752	Tunisia
Türkiye		0.845	140 389	Türkiye
Ukraine	*	0.056	59 752	Ukraine
Uruguay	*	0.092	59 752	Uruguay
Sous-total		96.968	13 161 218	Subtotal

États ayant adhéré après la 27^e réunion de la CGPM (2022)
States having acceded after the 27th meeting of the CGPM (2022)

Costa Rica	*	0.069	59 752	Costa Rica
Sous-total			59 752	Subtotal

Total			13 220 970	Total
-------	--	--	------------	-------

*. État Membre au maximum ou au minimum de la contribution / Member State paying the maximum or minimum contribution

9. — TABLE OF SUBSCRIPTIONS OF ASSOCIATE STATES AND ECONOMIES OF THE CGPM FOR 2024

Associé		UN Scale for 2022-2024	Subscription for 2024/€	Associate
Albanie		0.008	13 161	Albania
Azerbaïdjan	#	0.030	37 530	Azerbaijan
Bangladesh		0.010	13 161	Bangladesh
Bolivie (État plurinational de)		0.019	13 161	Bolivia (Plurinational State of)
Bosnie-Herzégovine		0.012	13 161	Bosnia and Herzegovina
Botswana		0.015	13 161	Botswana
Cambodge		0.007	13 161	Cambodia
Éthiopie		0.010	13 161	Ethiopia
Géorgie		0.008	13 161	Georgia
Ghana		0.024	13 161	Ghana
Jamaïque		0.008	13 161	Jamaica
Koweït		0.234	38 877	Kuwait
Lettonie	#	0.050	54 843	Latvia
Luxembourg	#	0.068	29 407	Luxembourg
Macédoine du Nord		0.007	13 161	North Macedonia
Malte		0.019	13 161	Malta
Maurice		0.019	13 161	Mauritius
Mongolie		0.004	13 161	Mongolia
Namibie		0.009	13 161	Namibia
Oman		0.111	18 442	Oman
Ouzbékistan		0.027	13 161	Uzbekistan
Panama	#	0.090	54 843	Panama
Paraguay		0.026	13 161	Paraguay
Pérou	#	0.163	54 843	Peru
Philippines	#	0.212	54 843	Philippines
Qatar		0.269	44 692	Qatar
République arabe syrienne		0.009	13 161	Syrian Arab Republic
République de Moldova		0.005	13 161	Republic of Moldova
Sri Lanka		0.045	13 161	Sri Lanka
Tanzanie		0.010	13 161	Tanzania
Viet Nam	#	0.093	54 843	Viet Nam
Zambie		0.008	13 161	Zambia
Zimbabwe		0.007	13 161	Zimbabwe
Total		1.636	745 866	Total

#. Souscription augmentée progressivement conformément à la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24e réunion (2011) / Progressive increase of the subscription following Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting (2011)

Étités économiques Associées				Associate Economies
CARICOM	*	0.062	10 301	CARICOM
Hong Kong, Chine	**	0.317	52 724	Hong Kong, China
Taipei chinois	**	0.666	110 648	Chinese Taipei
Total Entités économiques associées			173 673	Total Associate Economies

Total Associés			919 539	Total Associates
-----------------------	--	--	----------------	-------------------------

*. Somme des coefficients ONU de onze États participant à la CARICOM / Sum of UN coefficients of eleven participating CARICOM States

**.. Calcul effectué à partir des données du PIB / Calculated from GDP data

10. — 2023 BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures

Pavillon de Breteuil – F-92312 Sèvres Cedex

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2023

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité international des poids et mesures (CIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures (BIPM), ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du management de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).



Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Caisse de retraite et prévoyance du BIPM au 31 décembre 2023, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'observation suivante :

Les engagements de la Caisse en termes de pensions de retraite et de réversion et d'indemnités de départ à la retraite ont été calculés sur la base d'hypothèses conformes aux statuts et règlements de la caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les fonds du BIPM ne couvrent pas l'engagement global de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. La couverture de celui-ci repose donc sur la gestion actif/passif et le soutien des Etats Membres.

Paris La Défense, le 30 mai 2024

KPMG SA

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'MJE', with a long horizontal line extending to the right from the end of the signature.

Baudouin GRITON

Associé

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of euros)	Notes	31 December 2023	31 December 2022
Assets			
Non-current assets			
Plan assets	9	17 208	16 235
Non-current assets		17 208	16 235
Current assets			
Plan assets	9	0	0
Other receivables	10	0	0
Cash and cash equivalent	9	10 678	7 449
Current assets		10 678	7 449
Total Assets		27 886	23 684
Net Assets			
Net result for the period		(15 228)	52 741
Change in fair value		431	(542)
Other reserves		(71 153)	(123 895)
Net Assets		(85 950)	(71 696)
Liabilities			
Non-current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	106 081	89 175
Present value of retirement non-vested benefits	8	4 440	3 147
Non-current liabilities		110 521	92 322
Current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	3 315	3 058
Other debtors	11	0	0
Current liabilities		3 315	3 058
Total Liabilities		113 836	95 380

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of euros)	Notes	2023	2022
Operating revenue			
Contributions from Member States	5	5 750	5 650
Contributions from BIPM staff members	6	876	811
Investment income	9	0	0
Other operating income	12	3	0
Total operating revenue		6 629	6 461
Operating expenses			
Pensions	7	3 186	2 961
Change in pension provision	8	18 456	(49 342)
Other operating expenses	13	215	100
Total operating expenses		(21 857)	(46 281)
Result from operating activities		(15 228)	52 741
Financial expenses			
Result from ordinary activities		(15 228)	52 741
Net result for the period		(15 228)	52 741

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	10 897	1 627	(68 457)
Allocation of prior period net result	(10 897)		10 897
Change in fair value		50	
Net result for the period	(43 247)		
Balance at 31 December 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Allocation of prior period net result	43 247		(43 247)
Change in fair value		341	
Net result for the period	9 062		
Balance at 31 December 2015	9 062	2 018	(100 807)
Allocation of prior period net result	(9 062)		9 062
Change in fair value		82	
Net result for the period	(18 200)		
Balance at 31 December 2016	(18 200)	2 100	(91 745)
Allocation of prior period net result	18 200		(18 200)
Change in fair value		96	
Net result for the period	315		
Balance at 31 December 2017	315	2 196	(109 945)
Allocation of prior period net result	(315)		315
Change in fair value		(650)	
Net result for the period	7 186		
Balance at 31 December 2018	7 186	1 546	(109 630)
Allocation of prior period net result	(7 186)		7 186
Change in fair value		1 613	
Net result for the period	(21 321)		
Balance at 31 December 2019	(21 321)	3 159	(102 444)
Allocation of prior period net result	21 321		(21 321)
Change in fair value		(2 282)	
Net result for the period	(15 246)		
Balance at 31 December 2020	(15 246)	876	(123 765)
Allocation of prior period net result	15 246		(15 246)
Change in fair value		705	
Net result for the period	15 116		
Balance at 31 December 2021	15 116	1 581	(139 011)
Allocation of prior period net result	(15 116)		15 116
Change in fair value		(2 123)	
Net result for the period	52 741		
Balance at 31 December 2022	52 741	(542)	(123 895)
Allocation of prior period net result	(52 741)		52 741
Change in fair value		973	
Net result for the period	(15 228)		
Balance at 31 December 2023	(15 228)	431	(71 154)

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of euros)	Notes	2023	2022
Cash flows from operating activities			
Contributions from Member States		5 750	5 650
Contributions from BIPM staff members		876	811
Other operating income		3	0
Pensions		(3 186)	(2 961)
Other operating expenses		(215)	(100)
Total cash flows from operating activities		3 228	3 400
Cash flows from investing activities			
Cash disbursements to buy new financial assets		0	0
Cash receipts from held to maturity assets and sale of financial assets		0	0
Investment income		0	0
Total cash flows from investing activities		0	0
Cash flows from financing activities			
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		3 228	3 400
Cash and cash equivalent at the beginning of period		7 449	4 049
Cash and cash equivalent at the end of period	9	10 678	7 449

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The BIPM Pension and Provident Fund was established, in 1901, by the General Conference on Weights and Measures (CGPM) at its 3rd meeting for the staff of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM); responsibility for its administration was entrusted, by the General Conference on Weights and Measures at its 10th meeting, to the International Committee for Weights and Measures (CIPM).

The purpose of the BIPM Pension and Provident Fund is the payment to BIPM staff members of pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, to the exclusion of any other payment.

Administration of the BIPM Pension and Provident Fund

Investment policy

The CIPM is responsible for formulating the investment policy relating to the assets of the BIPM Pension and Provident Fund.

Investments

The Director is responsible, within the framework of the guidelines adopted by the CIPM, for supervising the financial investment of the resources allocated to the BIPM Pension and Provident Fund; to this end, he may take any steps to ensure the implementation of the said guidelines.

Annual Report

Every year, as part of the approval of the BIPM accounts, the Director shall submit to the CIPM details of the investments made and of the financial situation of the Pension and Provident Fund.

Resources of the BIPM Pension and Provident Fund

Guarantee by Member States

The Member States of the BIPM jointly guarantee the payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund. In the event of transformation or dissolution of the BIPM, the Member States shall take the necessary measures to ensure uninterrupted payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, until the cessation of entitlement of the last beneficiary.

Contributions

The BIPM Pension and Provident Fund's resources comprise:

- a mandatory contribution deducted each month from the gross salary paid to serving BIPM staff members, including those benefiting from BIPM accommodation, and from the invalidity allowances of staff members with invalid status;
- the contributions from Member States, voted by virtue of the dotation and allocated by the CIPM when adopting the annual budgets of the BIPM; and
- the interest on such contributions, accruing from the investment of the BIPM Pension and Provident Fund's financial assets.

The purpose of the contributions from staff members and Member States is to maintain the long-term actuarial balance of the BIPM Pension and Provident Fund.

The staff members' contribution rate is adjustable every five years, on the basis of an actuarial study commissioned by the Director.

Minimum service requirement to be entitled to a retirement pension

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, is entitled to a retirement pension.

A staff member who terminates his service before the normal retirement age may request that payment of his pension be:

- deferred until the first day of the month following that in which he reaches the normal retirement age; or
- paid early and immediately, provided that he is at least 50 years old for staff members recruited before 1 January 2010 or 55 years old for staff members recruited after 1 January 2010. In that case, the amount of the early retirement pension shall be reduced by reference to the age of the staff member when payment of his pension begins, as shown in the tables in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*.

Leaving allowance

Any BIPM staff member, recruited before 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 3 times the amount deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, together with interest at the rate of 4 % per annum.

Any BIPM staff member, recruited after 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 2.25 times the amount in *points* deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, these *points* being converted into euros at the rate used for the salary statements of serving staff as at the date on which the staff member's service terminates.

Specific events during the financial period

The year 2023 saw a return to inflation, which has been rising throughout the period, in the unsettled geo-economic landscape.

In 2021 and 2022, the CIPM decided to authorize an exceptional transfer of 3 million euros of unreserved cash to the Pension Fund.

In 2023, the CIPM once again decided to authorize an exceptional transfer of 3 million euros of unreserved cash to the Pension Fund.

Note 2 Adoption of the new Accounting Standards

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the IPSASB, based on *International Accounting Standards* (IASs) and *International Financial Reporting Standards* (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2023 financial statements are all standards effective for periods beginning on 1 January 2023 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM Pension and Provident Fund and therefore without impact on the financial statements).

Note 3 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have been prepared on the historical cost basis, except for actuarial present value of retirement benefits which has been valued using the Projected Unit Credit Method.

Financial statements have been prepared in accordance with the Regulations and Rules of the BIPM Pension and Provident Fund revised by a decision of the CIPM on 16 October 2009 and which entered into force on 1 January 2010.

The main accounting policies adopted are set out below.

Functional and presentation currency

The unit of account of the BIPM Pension and Provident Fund is the euro. Therefore, the BIPM Pension and Provident Fund financial statements are prepared in euros and presented in thousands of euros.

Foreign currencies

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance in Other operating income or in Other operating expenses.

Plan assets

Plan assets include bonds and mutual investment funds invested in shares and bonds.

Bonds and other financial instruments are classified as available for sale, valued at fair value. Changes in fair value are recognized in a separate component of net assets. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

The BIPM Pension and Provident Fund policy concerning management of plan assets is oriented for the long term. This is the reason why mutual investment funds are classified as non-current financial assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consists of cash in the bank, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of generally less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued on the face of the financial statements at their fair value. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

Financial risks

The BIPM Pension and Provident Fund is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM Pension and Provident Fund does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM Pension and Provident Fund has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Pension and Provident Fund credit risk represents the risk of default of payment of contributions from Member States and BIPM staff members, such payments being made through the BIPM. Therefore credit risk is associated with the risk of default of payment by the BIPM.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM Pension and Provident Fund has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM Pension and Provident Fund will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Retirement benefits

The BIPM Pension and Provident Fund is a defined-benefit scheme. The *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND* were revised by decision of the CIPM on 16 October 2009 and entered into force on 1 January 2010. There are three Rules, the Rules applicable to staff recruited before 1 January 2010, the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2010, and the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2017.

In 2023, the BIPM Pension and Provident Fund reviewed its main financial actuarial assumptions. All demographic assumptions are reviewed at least every 5 years.

An actuarial valuation of the pension provision is performed at the reporting date to measure the employee benefits obligation towards the BIPM staff members using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Any BIPM staff member, who has completed seven years' service, is entitled to a retirement pension, whose amount depends on the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund.

For staff members recruited before 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 63rd birthday, if he/she is aged 45 years or less on 1 January 2010;
- 62nd birthday, if he/she is over 45 but not more than 50 years of age on 1 January 2010;
- 61st birthday, if he/she is over 50 but not more than 55 years of age on 1 January 2010;
- 60th birthday, if he/she is over 55 years of age on 1 January 2010.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.02 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the annual gross salary in *points* corresponding to the grade and step held by the staff member for at least six months prior to his termination of service or, where appropriate, to his highest grade and step held for at least six months in his career with the BIPM.

For staff members recruited after 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's 65th birthday.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.019 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 36 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 36 months.

For staff members recruited after 1 January 2017:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 65th birthday, if he/she is aged 57 years or more on 1 January 2017;
- 66th birthday, if he/she is over 52 but not more than 57 years of age on 1 January 2017;
- 67th birthday, if he/she is less than 52 of age on 1 January 2017.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$N \times 0.019 \times S \times 1.085$.

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 36.84.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 60 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 60 months.

Borrowings

The BIPM Pension and Provident Fund does not have any borrowings. If the CIPM decided the use of borrowings, borrowing costs would be recognized as expenses when incurred.

Note 4 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on provisions for pension benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined-benefit scheme involve financial assumptions, such as discount rate, rate of return on assets, and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate. Every year, the BIPM Pension and Provident Fund uses the assistance of an external independent actuary in the assessment of these assumptions.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 5 Contributions from Member States

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounted to 5 650 thousand euros in 2022 and 5 750 thousand euros in 2023. In 2022 and 2023, this amount includes an exceptional contribution of 3 000 thousand euros from the unreserved cash, pursuant to the Decisions CIPM/111-15 and CIPM/112-31.

Note 6 Contributions from BIPM staff members

The mandatory contribution is deducted each month from the gross salary paid to BIPM serving staff members and from the invalidity allowances of BIPM staff members with invalid status. The contribution rate for staff recruited before 1 January 2017 amounts to 11.5 % in 2017, 12.5 % in 2018, 13.5 % in 2019, 14.5 % in 2020, 15.5 % in 2021, 16.5 % in 2022, 17.5 % in 2023 and will amount to 18.5 % in 2024. The contribution rate for staff recruited as of 1 January 2017 amounts to 15 %. The contribution rate was equivalent to 10 % for all staff members until 31 December 2016. The contribution amounted to 876 thousand euros in 2023 and 811 thousand euros in 2022.

They relate to the following number of BIPM staff:

	31 December 2023	31 December 2022
Serving staff members and staff members with invalid status (service > 7 years)	49	50
Serving staff members and staff members with invalid status (service < 7 years)	19	19
Total number of staff	68	69

	31 December 2023	31 December 2022
Serving staff members and staff members with invalid status (Pre-2010 Section)	38	41
Serving staff members and staff members with invalid status (Post-2010 Section)	10	10
Serving staff members and staff members with invalid status (Post-2017 Section)	20	18
Total number of staff	68	69

Note 7 Pensions

Pensions in payment amount to 2 961 thousand euros in 2022 and 3 186 thousand euros in 2023.

A breakdown of the number of pensions is as follows:

	31 December 2023	31 December 2022
Retirement pensions	56	53
Reversion pensions	9	9
Deferred pensions	6	6
Orphans' pensions	2	2
Invalidity allowances	3	3
Total number of pensions in payment	76	73

Note 8 Pension provision

	31 December 2023	31 December 2022
<i>(in thousands of euros)</i>		
<i>In the Statement of financial position</i>		
Present value of vested retirement benefits for pensions in payment (non-current)	53 540	47 056
Present value of vested retirement benefits for pensions in payment (current)	3 315	3 058
Present value of vested retirement benefits for active staff members (service > 7 years) (non-current)	52 541	42 118
Present value of vested retirement benefits	109 396	92 232
Present value of unvested retirement benefits (service < 7 years) (non-current)	4 440	3 147
Pension provision	113 836	95 379
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	2 421	4 730
Interest costs	3 453	1 416
Benefits paid	(3 172)	(2 959)
Actuarial (Gains) losses	15 755	(52 528)
Change in pension provision	18 456	(49 341)
<i>Main actuarial assumptions</i>		
<i>- Economic assumptions</i>		
Point value	1.3450	1.12773
Discount rate (Iboxx Corporate Bonds AA 10+)	3.17 %	3.77 %
Annual salary increase	1.5 % + BIPM point revalorization	1.5 % + BIPM point revalorization
Inflation rate (long term)	2.25 %	2.25 %
<i>- Demographic assumptions</i>		
Assumed mortality rate of pensioners (Assumption no death in service)	TGH/TGF 05	TGH/TGF 05
Turnover	Not taken into account	Not taken into account
Invalidity	Not taken into account	Not taken into account
Retirement age (see note 3)	Full rate pension apart from exceptional cases	Full rate pension apart from exceptional cases
Retirement mode	Employee voluntary leave	Employee voluntary leave
Early retirement	None	None
Death lump sum payment	None	None
Spouse or partner's age	Age specified by the BIPM	Age specified by the BIPM
<i>- Technical assumptions</i>		
Pension increase	Equal to point increase	Equal to point increase
Pension payment frequency	At the end of each month	At the end of each month
Reversion pension	60 % to the spouse or partner	60 % to the spouse or partner

The mortality tables used since 2014 are the French mortality tables, which are the regulatory mortality tables for women (TGF05) and men (TGH05) used in France by insurance companies to value annuities of life insurance contracts. The choice of TGF/TGH05 mortality tables is justified by the location of staff being in France. They benefit from the same medical facilities as the French population and live in comparable circumstances, and therefore are expected to have a similar life expectancy.

Service cost corresponds to the rights to benefits acquired during the financial period, i.e. the unit of credit acquired by BIPM staff members during the financial period.

Interest cost is interests accrued during the year on pension provision at the end of the year depending on the discount rate assumption.

Benefits paid are pensions paid during the year.

Actuarial gains or losses equal the difference calculated to balance the account depending on the pension liability at the end of the year.

Discount rate

Discount rate assumption has a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position.

- At 31 December 2022:

Using a discount rate at 3.50 %, the total liability would have amounted to 99 565 thousand euros instead of 95 380 thousand euros as it has been estimated as at 31 December 2022 using a discount rate at 3.75 %.

On the other hand, using a discount rate at 4.00 %, the total liability would have amounted to 91 475 thousand euros.

- At 31 December 2023:

Using a discount rate at 2.90 %, the total liability would have amounted to 119 138 thousand euros instead of 113 836 thousand euros as it has been estimated as at 31 December 2023 using a discount rate at 3.15 %.

On the other hand, using a discount rate at 3.40 %, the total liability would have amounted to 108 904 thousand euros.

Note 9 Plan assets, cash and cash equivalent, investment income

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of euros)	Total 31 December 2023	Total 31 December 2022
Cash	10 678	7 449
Cash equivalent	0	0
Total	10 678	7 449

A breakdown of fair value of Plan assets is as follows:

(in thousands of euros)	Total 31 December 2023	Total 31 December 2022
Investment strategy		
- Shares	3 923	3 815
- Fixed income	13 285	12 420
Total Mutual investment funds (shares)	17 208	16 235
Currency exposure		
- EUR	14 176	13 390
- Others	3 032	2 845
Total	17 208	16 235

A breakdown of fair value of plan assets under current / non-current assets is as follows:

(in thousands of euros)	Total 31 December 2023	Total 31 December 2022
Bonds	0	0
Other financial instruments	17 208	16 235
Non-current	17 208	16 235
Bonds	0	0
Current	0	0
Total	17 208	16 235

Investment income relates to income (interest, coupons, dividends) from the following:

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2023	12 months ended 31 December 2022
Mutual investment funds (shares)		
Bonds	0	0
Cash equivalent	0	0
Cash	0	0
Total Investment income	0	0

Note 10 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2023	31 December 2022
Income receivables	0	0
Total Other receivables	0	0

Note 11 Other debtors

A breakdown of Other debtors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of euros)	31 December 2023	31 December 2022
Pensions payable	0	0
Transactions with the BIPM	0	0
Total Other debtors	0	0

Note 12 Other operating income

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2023	12 months ended 31 December 2022
Change in fair value	0	0
Gain on asset disposal	0	0
Foreign currency conversion gains	0	0
Total Other operating income	0	0

Note 13 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of euros)	12 months ended 31 December 2023	12 months ended 31 December 2022
Foreign currency conversion loss	1	9
Other operating expenses	214	91
Total Other operating expenses	215	100

11. — LIST OF ACRONYMS AND INITIALISMS USED IN THE PRESENT VOLUME

BIPM	<i>Bureau international des poids et mesures</i> / International Bureau of Weights and Measures
CARICOM	Caribbean Community
CBKT	Capacity Building and Knowledge Transfer
CGPM	<i>Conférence générale des poids et mesures</i> / General Conference on Weights and Measures
CIPM	<i>Comité international des poids et mesures</i> / International Committee for Weights and Measures
EBITDA	Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization
GBP	British Pound
GDP	Gross Domestic Product
IAS	International Accounting Standards
IASB	International Accounting Standards Board
IFCC	International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine
IFRS	International Financial Reporting Standards
ILC	International Liaison and Communication Department
IPSAS	International Public Sector Accounting Standard
IPSASB	International Public Sector Accounting Standards Board
JCTLM	Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine
NMI	National Metrology Institute
PFAB	Pension Fund Advisory Board
PPE	Property, plant and equipment
RMO	Regional Metrology Organization
TGF	<i>Table par génération des femmes</i> / Mortality table by generation for women
TGH	<i>Tables par génération des hommes</i> / Mortality table by generation for men
UN	United Nations
USD	US Dollar
VAT	Value Added Tax

Pour le Comité international des poids et mesures (CIPM) :

Le Secrétaire

T. USUDA

Tsukuba

31 mai 2024

Le Président

W. LOUW

Pretoria

31 mai 2024

For the International Committee for Weights and Measures (CIPM):

The Secretary

T. USUDA

Tsukuba

31 May 2024

The President

W. LOUW

Pretoria

31 May 2024
